

---

# ANNEXE I

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS DE REVENUS DE L'ONTARIO

---

---



---

---

## SECTION I : RENFORCER L'AVANTAGE ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO

L'économie de l'Ontario est fondamentalement vigoureuse et elle fait preuve de résilience par rapport aux facteurs conjoncturels externes défavorables. Au cours du premier semestre de 2006, la croissance économique a été soutenue par la demande intérieure ayant pour corollaire une hausse marquée des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. Il s'est créé 254 100 emplois nets en Ontario depuis octobre 2003. Le taux de chômage a diminué et, jusqu'ici cette année, il s'est situé en moyenne à 6,4 %, soit le taux le plus faible au cours des cinq dernières années.

Cependant, les prix élevés records du pétrole, la valeur supérieure du dollar canadien et le ralentissement prévu de la croissance économique aux États-Unis, qui sont le plus important partenaire commercial de l'Ontario, ont fait que la croissance économique s'est avérée plus faible qu'on ne l'avait prévu dans le budget de mars 2006. On s'attend tout de même à une reprise de la croissance à moyen terme, et les prévisionnistes du secteur privé estiment que la croissance de l'économie de l'Ontario sera supérieure à celle de la plupart des pays membres du G-7 au cours de la période de 2006 à 2009.

Au cours des trois dernières années, le gouvernement a géré les finances de la province avec prudence tout en procédant à des investissements clés dans les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure. Cette stratégie économique a bien préparé la province à traverser cette période temporaire de ralentissement de la croissance économique.

### PLAN ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO – BÂTIR LA PROSPÉRITÉ

À l'ère de la mondialisation accrue, l'Ontario se trouve dans un contexte plus difficile, où la concurrence est plus vive que jamais. La prospérité future de la province dépend dans une large mesure de sa capacité de s'adapter, d'innover et de renforcer sans cesse son avantage concurrentiel.

L'Ontario doit une grande partie de son dynamisme à la diversité de son économie et de sa population. Le plan économique du gouvernement consiste à renforcer l'avantage économique de la province et à créer des débouchés grâce à des investissements dans l'infrastructure, l'approvisionnement en électricité, l'éducation, la recherche et l'innovation ainsi que dans les principaux secteurs économiques, tout en veillant à la compétitivité du régime fiscal et du climat d'affaires.

Une saine gestion financière constitue aussi un aspect essentiel du plan du gouvernement visant à assurer une prospérité durable. Une situation financière saine inspire confiance au secteur privé, ce qui l'encourage à investir dans la province, stimulant ainsi sa croissance économique.

Le plan économique du gouvernement met l'accent sur plusieurs éléments importants :

- renouvellement de l'infrastructure de l'Ontario;
- investissement visant à assurer un approvisionnement fiable en électricité;
- appui à la recherche et à l'innovation;
- mesures visant à assurer un haut niveau d'instruction et de compétence de la main-d'oeuvre;
- maintien d'un environnement économique compétitif;
- renforcement des régions et secteurs clés.

## RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE L'ONTARIO

Un élément essentiel du plan économique de l'Ontario réside dans le renouvellement de l'infrastructure de la province. Dans le budget de 2005, le gouvernement a présenté le plan ReNouveau Ontario, son plan quinquennal visant le renouvellement de l'infrastructure, dans le cadre duquel il investira plus de 30 milliards de dollars avec ses partenaires. De plus, dans le budget de 2006, le gouvernement a annoncé l'initiative Transports-Action, qui représente un investissement supplémentaire ponctuel de 1,2 milliard de dollars destiné à des projets touchant les transports en commun ainsi que les routes et ponts municipaux.

Les projets d'infrastructure du gouvernement, en particulier dans les transports en commun, la santé et l'éducation, amélioreront la productivité et les perspectives de croissance à long terme de l'Ontario et, pendant la période de construction, ils appuieront près d'un demi-million d'emplois sur plusieurs années.

### Investissements dans l'infrastructure pour la prospérité économique

L'infrastructure publique joue un rôle crucial en ce qui concerne la création d'emplois, la prospérité économique, la qualité de vie et la prestation des services publics en Ontario. Voici les investissements du gouvernement visant à renouveler et à améliorer l'infrastructure de l'Ontario, ce qui crée un fondement solide pour la croissance :

- Plan quinquennal ReNouveau Ontario d'investissement dans l'infrastructure doté de plus de 30 milliards de dollars.
- Investissement de 1,2 milliard de dollars dans l'infrastructure de transport, y compris 838 millions de dollars en nouveau financement destiné aux transports en commun dans la région du Grand Toronto (RGT) et 400 millions de dollars en nouveau financement pour les routes et les ponts des municipalités ontariennes situées surtout à l'extérieur de la RGT, particulièrement dans les collectivités rurales et du Nord.
- Plus de 100 grands projets d'amélioration et de modernisation d'hôpitaux dans tout l'Ontario; 36 projets d'agrandissement et de réaménagement d'installations de soins de longue durée; annonce, en juin 2006, d'une affectation supplémentaire de plus de 1 milliard de dollars pour la construction d'hôpitaux.
- Plus de 3 000 projets urgents de réparation et de construction dans le secteur de l'éducation; création de 14 000 nouvelles places pour des études de cycles supérieurs dans la province d'ici 2009-2010; hausse de 23 % du nombre d'inscriptions en première année dans les écoles de médecine de l'Ontario grâce à l'inauguration de nouveaux campus et à la création de nouvelles places.
- Affectation de 3,4 milliards de dollars sur cinq ans dans le cadre du nouveau Programme des routes du Sud de l'Ontario afin d'améliorer les principaux corridors servant au transport et au commerce dans le Sud de l'Ontario grâce à 130 nouveaux kilomètres de routes et 64 nouveaux ponts et à la réparation de 1 600 kilomètres de routes et de 200 ponts.
- Affectation de 1,8 milliard de dollars à la Stratégie routière du Nord de l'Ontario afin de donner de l'expansion au réseau routier dans le Nord grâce à plus de 60 nouveaux kilomètres de routes et plus de 50 nouveaux ponts et à la réparation de 2 000 kilomètres de routes et de 200 ponts sur cinq ans.
- Transfert de plus de 1,6 milliard de dollars des revenus générés par la taxe provinciale sur l'essence pour les réseaux municipaux de transport en commun d'ici 2010 afin de renforcer les transports en commun et d'accroître le nombre de leurs usagers en Ontario.
- Jusqu'à 900 millions de dollars, en collaboration avec le gouvernement fédéral et des partenaires municipaux, dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario (FIMRCO) afin de moderniser des éléments cruciaux de l'infrastructure locale comme les routes et les ponts ainsi que les installations d'eau et d'égouts.
- Plus de 800 millions de dollars, avec le gouvernement fédéral et d'autres partenaires, pour des améliorations de l'infrastructure aux postes frontaliers canado-américains de Windsor, Niagara, Sarnia et Sault Ste. Marie afin d'accélérer le transport des marchandises échangées avec le plus important partenaire commercial de l'Ontario.
- Accélération de divers projets d'infrastructure afin de stimuler l'activité économique immédiatement et la création d'emplois.

## APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ FIABLE ET STABILITÉ DES PRIX

Un autre élément central du plan du gouvernement consiste à assurer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et la stabilité des prix, ce qui maintient la compétitivité de l'Ontario et bénéficie à tous les consommateurs. Le gouvernement a pris des mesures pour établir un plan de 20 ans visant à assurer un approvisionnement en énergie propre, fiable et durable pour l'avenir.

### Investir dans l'infrastructure du réseau d'électricité de l'Ontario et améliorer la stabilité des prix

Il est essentiel d'investir dans l'infrastructure du réseau d'électricité de l'Ontario pour soutenir et accroître la compétitivité ainsi que la prospérité de la province. Des prix prévisibles et stables sont bénéfiques pour tous les consommateurs.

- Depuis octobre 2003, la production d'électricité a augmenté de plus de 3 000 mégawatts (MW), c'est-à-dire assez d'électricité pour alimenter environ 1,8 million de logements.
- Des projets de construction et de mise à niveau de centrales, de conservation et de gestion de la demande, en cours de réalisation, généreront 8 500 MW, soit assez d'électricité pour alimenter quelque 3,7 millions de logements au cours des cinq prochaines années.
- Des investissements d'environ 11 milliards de dollars permettront la réalisation des projets de construction et de mise à niveau de centrales. Au plus fort des activités de construction, plus de 5 000 personnes travailleront directement à ces projets, et plusieurs milliers d'autres emplois seront créés dans les usines de fabrication du matériel et de l'outillage connexes.
- Le gouvernement a pour objectif de doubler d'ici 2025 la capacité de production d'électricité de la province à partir de sources renouvelables, notamment d'éoliennes, d'installations solaires et de centrales hydroélectriques, pour la porter à 15 700 MW, ce qui fera de l'Ontario un chef de file en matière d'énergie propre.
- Le gouvernement a prévu des dépenses de plus de 2 milliards de dollars pour des programmes d'économie d'électricité qui seront mis en œuvre au cours des prochaines années. Afin d'encourager la conservation, le gouvernement va de l'avant avec l'installation de compteurs intelligents dans 800 000 logements et entreprises de l'Ontario d'ici 2007. Tous les logements et entreprises en seront dotés d'ici 2010.
- Afin de promouvoir une livraison fiable de l'électricité, Hydro One planifie l'investissement de 755 millions de dollars en 2006 et de plus de 1,2 milliard de dollars en 2007 et en 2008 afin d'entretenir, d'agrandir et de renforcer ses réseaux de transport et de distribution.
- Le gouvernement fait aussi la promotion des gains d'efficacité obtenus au moyen de la consolidation dans le secteur de la distribution de l'électricité, grâce à une exonération de deux ans de l'impôt sur les transferts d'électricité lors de la vente d'éléments d'actif à d'autres services publics d'électricité, comme il l'a annoncé le 17 octobre 2006. Les exonérations précédentes sur les transferts ont entraîné des économies attribuables aux gains d'efficacité de 10 à 30 % dans les frais de fonctionnement, d'entretien et d'administration.
- À compter du 1<sup>er</sup> avril 2005, le gouvernement a établi un prix moyen de 4,5 cents le kilowatt/heure (kWh) pour l'électricité produite par les installations réglementées de l'Ontario Power Generation (OPG), qui assurent environ 40 % de la production totale d'électricité en Ontario.
- Le gouvernement a prolongé et révisé la limite transitionnelle sur les revenus pour la plupart de l'électricité produite par les autres installations de l'OPG :
  - 4,6 cents/kWh du 1<sup>er</sup> mai 2006 au 30 avril 2007;
  - 4,7 cents/kWh du 1<sup>er</sup> mai 2007 au 30 avril 2008;
  - 4,8 cents/kWh du 1<sup>er</sup> mai 2008 au 30 avril 2009.
- Le gouvernement a également établi une grille tarifaire réglementée pour les consommateurs résidentiels et les petites entreprises. Les tarifs sont établis périodiquement par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO). Le 11 octobre 2006, la CEO a annoncé que les tarifs de la grille diminueraient de 0,3 cent/kWh à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006.

## RECHERCHE ET INNOVATION

La main-d'oeuvre ontarienne hautement qualifiée et diversifiée, la fiscalité compétitive, les mesures d'encouragement à la recherche-développement et une excellente infrastructure sont tous des avantages qui contribuent à instaurer dans la province un climat propice à l'innovation. En fait, la moitié des activités de recherche-développement industrielle réalisées au Canada ont lieu en Ontario.

### Investir dans la recherche et l'innovation

En collaboration avec les chercheurs, les universités et les entrepreneurs, le gouvernement élargit ses programmes de recherche, de commercialisation et de diffusion. À cette fin, il investit 1,7 milliard de dollars sur cinq ans jusqu'en 2009-2010, ce qui comprend les montants suivants :

- 550 millions de dollars au titre du Fonds pour la recherche en Ontario afin de soutenir l'excellence et l'infrastructure dans le domaine de la recherche.
- 160 millions de dollars pour la Stratégie de commercialisation des idées innovatrices visant à commercialiser rapidement les découvertes faites en laboratoire.
- 286 millions de dollars pour le Réseau ontarien de recherche sur le cancer et l'Institut ontarien de recherche sur le cancer.
- 100 millions de dollars pour l'Institut Perimeter pour la physique théorique et l'Institute for Quantum Computing à Waterloo afin que l'Ontario soit dans une bonne position pour tirer parti de la prochaine révolution dans le domaine de l'informatique à grande vitesse.
- 42 millions de dollars pour de nouveaux programmes de bourses afin de reconnaître et de soutenir les réalisations des chercheurs et des innovateurs de l'Ontario.
- 26 millions de dollars pour la création et l'expansion de centres de commercialisation à Hamilton et à Toronto.
- près de 4 millions de dollars pour la sensibilisation des jeunes aux sciences et à la technologie.

## HAUT NIVEAU D'INSTRUCTION ET DE COMPÉTENCE DE LA MAIN-D'OEUVRE

L'un des avantages compétitifs les plus importants pour l'Ontario est le haut niveau de compétence et d'instruction de sa main-d'oeuvre. La province investit dans les compétences et les connaissances de sa population en affectant un montant historique de 6,2 milliards de dollars à l'éducation postsecondaire par le truchement du Plan d'action pour des résultats supérieurs. Ce plan permettra d'assurer une éducation de meilleure qualité, d'instaurer une plus grande responsabilisation et de créer plus de débouchés, y compris des initiatives s'adressant aux personnes qui sont maintenant sous-représentées au sein du système d'enseignement supérieur. En outre, l'élaboration de la Stratégie d'accès à l'emploi et de renouvellement des compétences dotée de 2,1 milliards de dollars permet de créer des milliers de possibilités d'apprentissage ainsi que des programmes visant à utiliser pleinement les compétences des Ontariennes et des Ontariens. La province continue à demander au gouvernement fédéral d'honorer l'Entente Canada-Ontario de partenariat sur le marché du travail, en vertu de laquelle des fonds seront alloués à cette stratégie.

## Investissement dans les gens

Une économie vigoureuse et les occasions d'emploi dépendent en grande partie d'une main-d'oeuvre instruite et hautement spécialisée. Le gouvernement de l'Ontario a fait des investissements pour renforcer l'avantage concurrentiel que représente sa population.

### Créer la prospérité grâce à l'éducation postsecondaire

- en augmentant le nombre d'étudiantes et d'étudiants à plein temps de 86 000;
- en doublant l'aide aux étudiantes et aux étudiants, dont profitent 145 000 étudiantes et étudiants cette année, pour rendre l'éducation plus abordable;
- en limitant la dette des étudiantes et des étudiants à 7 000 \$ par année d'études terminée, en ramenant les subventions d'accès immédiates et en limitant les augmentations moyennes des droits de scolarité;
- en engageant 55 millions de dollars d'ici 2009-2010 pour créer davantage de possibilités pour les Autochtones, les personnes handicapées, les francophones et les étudiantes et étudiants qui sont les premiers de leur famille à faire des études supérieures;
- en augmentant les fonds de fonctionnement de 35 % d'ici 2009-2010 pour engager de nouveaux professeurs, accroître les services aux étudiantes et aux étudiants et améliorer les bibliothèques, les laboratoires et l'équipement.

### Moderniser le système de formation et d'emploi

- Trois accords sur le marché du travail et l'immigration conclus avec le gouvernement fédéral prévoient le versement de nouvelles aides financières totalisant 1,2 milliard de dollars par année d'ici 2009-2010.
- Misant sur ces nouvelles ressources, le gouvernement a instauré la Stratégie d'accès à l'emploi et de renouvellement des compétences, dotée de 2,1 milliards de dollars, pour aider les étudiantes et étudiants à exercer un métier spécialisé, créer des incitatifs de formation à l'intention des employeurs et aider les travailleurs à perfectionner leurs compétences.
- Plus de 100 millions de dollars par année sont prévus pour appuyer l'apprentissage. L'Ontario est en voie d'atteindre l'objectif de 26 000 nouveaux apprentis inscrits par année d'ici 2007-2008.
- Un crédit d'impôt pour la formation en apprentissage est prévu pour inciter les entreprises à créer des possibilités d'apprentissage.
- 15 millions de dollars d'ici 2007-2008 serviront à offrir davantage d'options de perfectionnement scolaire aux jeunes décrocheurs.
- 52 millions de dollars ont été prévus cette année pour aider 56 000 jeunes à trouver un emploi d'été.
- Jusqu'à 45 millions de dollars ont été affectés au Fonds Action Jeunesse et 28 millions de dollars ont été versés à la Stratégie Perspectives Jeunesse pour aider les jeunes à risque.
- Affectation de nouveaux fonds pour les services et les programmes de recherche d'emploi à l'intention des travailleuses et travailleurs dont l'emploi est menacé ou qui ont été mis à pied.

### Créer de meilleures possibilités pour les néo-Canadiennes et néo-Canadiens

- Le 8 juin 2006, le gouvernement a déposé le projet de loi 124 intitulé *Loi de 2006 sur l'accès équitable aux professions réglementées* pour que les personnes formées à l'étranger disposent d'un accès transparent et équitable aux professions réglementées de l'Ontario.
- L'Ontario a investi plus de 130 millions de dollars en 2006-2007 pour aider les immigrants à s'installer dans la province, à améliorer leurs compétences linguistiques et à trouver un emploi.
- 34 millions de dollars ont été affectés à 60 programmes de formation relais, ce qui permet d'aider plus de 6 000 nouveaux arrivants.
- Le nombre de postes pour les diplômés en médecine formés à l'étranger a doublé et atteint 200.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE COMPÉTITIF

Le plan économique de l'Ontario vise à assurer une fiscalité compétitive. L'augmentation de la productivité à long terme, qui entraîne une hausse du niveau de vie, repose en grande partie sur d'importants investissements de capitaux par les entreprises.

### Rendre le régime d'imposition des sociétés plus compétitif

Le gouvernement a annoncé plusieurs mesures pour favoriser encore plus la création d'emplois et accroître la compétitivité de l'Ontario, notamment les suivantes :

- Une réduction de 5 % du taux de l'impôt sur le capital à compter de 2007 et un plan, enchâssé dans la loi, visant à éliminer cet impôt d'ici 2012.
- Un projet de crédit d'impôt sur les dividendes amélioré qui fournirait 40 millions de dollars cette année et jusqu'à 120 millions de dollars, lorsqu'il aurait été entièrement mis en oeuvre, pour encourager les investissements dans les entreprises ontariennes et mieux intégrer les régimes d'imposition des particuliers et des sociétés.
- L'administration unique de l'impôt sur les sociétés, qui permettrait aux entreprises de passer moins de temps à remplir des formalités administratives et plus de temps à créer des emplois et à favoriser une économie vigoureuse et prospère. Les avantages de cette mesure, lorsqu'elle aura été entièrement mise en oeuvre, comprennent les suivants :
  - des économies pouvant atteindre 100 millions de dollars par année sur les coûts d'observation puisqu'il y aura une seule déclaration de revenus à remplir, une seule entité chargée de l'administration et une seule série de règles fiscales;
  - une réduction de l'impôt sur le revenu de 90 millions de dollars par année pour les entreprises ontariennes grâce à l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, dont bénéficieront surtout les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et de détail et de la production cinématographique;
  - un appui soutenu à la recherche-développement (R.-D.) et à l'innovation grâce à un crédit d'impôt ontarien non remboursable de 4,5 % afin de remplacer la déduction fiscale actuelle applicable à la R.-D.;
  - un appui soutenu au secteur minier au titre de l'impôt ontarien sur le revenu.

(Pour plus de détails, voir l'annexe IV, *Harmonisation de l'impôt sur les sociétés.*)

Dans le cadre de son plan, l'Ontario modernise ses règlements commerciaux et financiers, afin de préserver un climat propice aux affaires, de conserver son avance sur les marchés mondiaux et de renforcer son avantage économique. Une réglementation compétitive protège les consommateurs et les investisseurs et constitue aussi un élément essentiel pour l'instauration d'un climat d'affaires positif et la croissance économique.

La prestation d'excellents services de santé financés par les deniers publics est un autre élément important de l'avantage économique de l'Ontario, car il réduit les coûts des entreprises et appuie la productivité de la main-d'oeuvre de la province.



## Réglementation moderne des secteurs commerciaux et financiers

Voici les mesures que le gouvernement de l'Ontario met de l'avant afin d'encourager un climat d'affaires axé sur la croissance :

- Collaboration avec ses partenaires afin d'offrir une vaste gamme de renseignements gouvernementaux pertinents pour les entreprises par l'entremise de ServiceOntario. Cette initiative facilite l'accès à de l'information importante, à des formulaires et à des services du gouvernement, notamment la recherche, l'enregistrement et la modification des renseignements sur les entreprises. Les usagers peuvent également suivre des liens vers des renseignements particuliers à des industries et d'autres services de soutien à l'intention des entreprises de l'Ontario.
- Modernisation du droit corporatif et commercial afin d'aider les entreprises à se mesurer à la concurrence au sein de l'économie mondiale.
- Mise à jour des lois ontariennes touchant le transfert des valeurs mobilières détenues sous forme électronique. On évalue à 140 millions de dollars par année l'avantage que représente pour l'ensemble du Canada le traitement amélioré des transactions mobilières. L'Association canadienne des marchés des capitaux estime que cet avantage risquerait d'être compromis si les modifications législatives nécessaires n'étaient pas apportées.
- Rationalisation de la réglementation sur les valeurs mobilières, recherche de moyens d'élargir les approches harmonisées à l'échelle de plusieurs compétences et promotion auprès d'autres compétences pour les inciter à adopter un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières.
- Protection des investisseurs par la mise en oeuvre du principe de la responsabilité civile à l'égard de la divulgation d'information sur le marché secondaire, le renforcement de la gouvernance des entreprises et des fonds d'investissements et l'amélioration de la communication de renseignements financiers.
- Projet de modifications à la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* et dépôt d'un projet de loi pour remplacer la *Loi sur les courtiers en hypothèques*.
- Dépôt de dispositions législatives qui permettront aux compagnies d'assurances à forme mutuelle agricoles et aux autres entreprises constituées sous le régime des lois provinciales de fonctionner selon des règles de gouvernance des investissements et des entreprises semblables à celles qui existent à l'échelon fédéral.
- Harmonisation des normes provinciales de présentation des rapports sur les émissions atmosphériques avec les règlements fédéraux afin de permettre aux entreprises d'économiser temps et argent.

### SECTEURS ET RÉGIONS CLÉS

L'économie de l'Ontario s'adapte continuellement aux changements transitoires et durables qui surviennent à l'extérieur de la province. En outre, les diverses industries et régions font face à des questions particulières.

Les régions de l'Ontario peuvent obtenir les meilleurs résultats qui soient et offrir un niveau de vie optimal en faisant preuve de souplesse et en misant sur les points forts de la main-d'oeuvre bien instruite et hautement qualifiée de la province. En travaillant de concert avec le secteur des industries et des groupes communautaires, le gouvernement peut contribuer à assurer l'atteinte de résultats optimaux à long terme.

## DES COLLECTIVITÉS FORTES ET DURABLES

Une économie vigoureuse va de pair avec des collectivités fortes. Ensemble, elles génèrent de la richesse et créent des possibilités de réussir. En outre, des collectivités fortes sont essentielles pour que l'économie soit durable, souple, novatrice et compétitive et qu'elle favorise une qualité de vie élevée.

Le gouvernement a démontré son engagement d'édifier des collectivités fortes et durables en prenant diverses initiatives comme l'adoption de la *Loi de 2005 sur les zones de croissance*, la mise en oeuvre du Plan de la ceinture de verdure et la refonte de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Les progrès réalisés en matière d'aménagement se greffent aux investissements majeurs effectués dans l'infrastructure et aux efforts constants de l'Ontario visant à créer des partenariats efficaces avec d'autres ordres de gouvernement.

### Créer des partenariats efficaces

Refonte de la *Loi de 2001 sur les municipalités*

- Proposer des modifications de la *Loi de 2001 sur les municipalités* qui, si elles sont adoptées, établiraient un juste équilibre entre des pouvoirs adéquats et la reddition de comptes pour toutes les municipalités tout en tenant compte de leurs besoins uniques.

*Loi de 2005 créant un Toronto plus fort pour un Ontario plus fort*

- Concrétiser une nouvelle vision pour Toronto, soit celle d'une ville forte sur le plan économique, dynamique sur le plan social et culturel et durable sur le plan de l'environnement, en adoptant la *Loi de 2005 créant un Toronto plus fort pour un Ontario plus fort*. Le gouvernement est le premier à reconnaître, par voie législative, que la ville de Toronto est un ordre de gouvernement responsable qui doit rendre des comptes et qui exerce de vastes pouvoirs de façon discrétionnaire.

Examen provincial-municipal des questions financières et de la prestation des services

- En collaboration avec le secteur municipal, examiner les relations provinciales-municipales. Cet examen général portera notamment sur le financement, ainsi que sur la prestation et la gestion des services. Il vise à définir des options durables à long terme que les deux paliers de gouvernement pourront mettre en oeuvre.

## L'AGRICULTURE ET L'ONTARIO RURAL

Le secteur agricole de l'Ontario est le plus important au pays, avec des ventes de 8,2 milliards de dollars en 2005. Le gouvernement reconnaît que les agriculteurs de l'Ontario sont confrontés à des défis provenant de divers facteurs externes : les faibles prix des produits de base sur les marchés internationaux, la hausse du taux de change Canada-États-Unis et l'évolution des préférences des consommateurs. La province s'emploie à maintenir la vigueur et la durabilité du secteur agricole et à promouvoir l'innovation, gage de succès pour l'avenir. L'Ontario fournit un soutien considérable aux agriculteurs de la province par le truchement d'un certain nombre de mesures importantes.

### Créer des occasions de réussir pour les agriculteurs et les résidents des régions rurales de l'Ontario

Le 19 septembre 2006, le premier ministre a annoncé l'octroi d'un montant de 185 millions de dollars aux agriculteurs et aux localités rurales de l'Ontario :

- 110 millions seront versés directement aux agriculteurs pour leur fournir du financement transitoire d'ici l'adoption d'une meilleure méthode d'évaluation des stocks dans le cadre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et pour continuer le Programme d'autogestion du risque;
- 75 millions de dollars seront investis dans l'infrastructure et le développement économique des localités rurales.

D'autres initiatives importantes de l'Ontario pour soutenir les agriculteurs comprennent les suivantes :

- Le nouveau Prix du premier ministre pour l'excellence en innovation agroalimentaire. Divers prix, dont celui du premier ministre et celui du ministre, seront remis lors du prochain Sommet agroalimentaire du premier ministre, en 2007.
- 25 millions de dollars en 2005-2006 pour le laboratoire de santé animale de l'Université de Guelph, 10 millions de dollars en 2005-2006 au titre de la mise sur pied d'un système ontarien de traçabilité des volailles et du bétail et 1 million de dollars en 2005-2006 pour appuyer des recherches poussées sur des cépages plus robustes.
- 265 millions de dollars en 2005 découlant de l'exonération de la taxe de vente au détail sur les produits et les biens agricoles utilisés en agriculture.
- 300 millions de dollars en 2006 grâce à la réduction des taux d'imposition des biens agricoles.
- Plus de 800 millions de dollars entre 2003-2004 et 2005-2006 pour stabiliser et soutenir le revenu des agriculteurs.
- Plus de 40 millions de dollars provenant de l'exonération de la taxe sur le carburant coloré utilisé dans l'équipement agricole.
- Somme initiale de 7 millions de dollars disponible dès maintenant afin d'aider les agriculteurs et les petites entreprises rurales à prendre des mesures rapides pour protéger l'eau potable.

## NORD DE L'ONTARIO

Les années à venir promettent des occasions et des défis uniques pour l'économie du Nord de l'Ontario. Le gouvernement travaille avec la population de la région pour qu'elle soit prête à relever ces défis et à édifier un avenir prospère. Le gouvernement appuie également les industries minières et forestières, il investit dans l'infrastructure cruciale et il favorise la croissance de nouvelles sociétés.

### Soutien de nouvelles possibilités et idées dans le Nord de l'Ontario

Le gouvernement investit dans des secteurs émergents et des projets d'infrastructure dans les transports, les soins de santé et l'éducation. Voici des détails sur ces investissements :

- Établissement à Atikokan d'un centre de recherche en bioénergie.
- 1,8 milliard de dollars sur cinq ans dans le cadre de la Stratégie routière du Nord de l'Ontario et 56 millions de dollars pour des investissements immédiats dans les routes et les ponts à la faveur de l'initiative Transports-Action Ontario.
- Ouverture en 2005 de la nouvelle École de médecine du Nord de l'Ontario, qui a un campus à Thunder Bay et un autre à Sudbury.

Le gouvernement met en oeuvre le Plan pour la prospérité du Nord par les moyens suivants :

- Le Programme InvestiNord - GO, qui contribue à rehausser la notoriété du Nord de l'Ontario sur la scène internationale en tant qu'endroit concurrentiel pour les investissements.
- Versement annuel de 60 millions de dollars à la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, dont le nouveau mandat met l'accent sur la création d'emplois dans le secteur privé, tout en maintenant les investissements dans des projets d'infrastructure publique qui favorisent le développement économique. Les jeunes du Nord profitent des programmes de stages, de placements coopératifs et de soutien aux entrepreneurs offerts par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.
- Quatre conseils de développement du Nord poursuivent un dialogue avec les gens du Nord au sujet de questions auxquelles ils attachent de l'importance.

## Investissements dans le secteur des produits forestiers

Depuis juin 2005, l'Ontario a annoncé le versement de 900 millions de dollars en aide au secteur forestier sur une période de cinq ans afin d'encourager une plus grande efficacité, une production à valeur supérieure et la réduction des coûts des produits de bois livrés.

- 350 millions de dollars sur cinq ans sous forme de garanties de prêts afin d'encourager les nouveaux investissements dans des domaines tels que la fabrication de produits à valeur ajoutée, la conservation d'énergie et la cogénération d'énergie.
- 150 millions de dollars sur trois ans en subventions du Fonds de prospérité pour le secteur forestier, qui généreront de nouveaux investissements de capitaux; du soutien a récemment été annoncé pour des investissements dans des installations de production du secteur forestier à Earlton, Sault Ste. Marie et Thunder Bay.
- 75 millions de dollars par année pour les frais de construction et d'entretien des routes d'accès forestières primaires et secondaires.
- 70 millions de dollars pour le remboursement ponctuel des droits de coupe pour 2005-2006.
- 10 millions de dollars par année d'ici 2007-2008 afin d'améliorer l'Inventaire des ressources forestières.
- 3 millions de dollars par année pendant trois ans afin de réduire les droits de coupe pour le peuplier à placage et le bouleau blanc.
- 1 million de dollars par année à compter de 2006-2007, dans le cadre du programme Promotion du bois de l'Ontario, afin de favoriser l'essor du marché de la transformation à valeur ajoutée.

Le gouvernement a reçu à ce jour 35 demandes de financement dans le cadre du Fonds pour la prospérité et du programme de garanties de prêts. Si ces demandes sont approuvées, il en résultera plus de 1,2 milliard de dollars en nouveaux investissements dans le secteur des produits forestiers de l'Ontario.

L'accord récent visant à rationaliser l'administration du régime ontarien d'imposition des sociétés favorisera aussi la vigueur du secteur des produits forestiers grâce à la réduction des coûts d'observation et au soutien continu de la recherche-développement et de l'innovation.

## Forte croissance continue dans le secteur minier de l'Ontario

L'Ontario a une industrie minière bien établie et dynamique qui est reconnue dans le monde entier. Soutenue par des prix des produits de base élevés, la valeur de la production minière de l'industrie a dépassé 7 milliards de dollars en 2005. Le secteur minier a donné de l'emploi à plus de 23 000 personnes en Ontario en 2005.

Le secteur minier de l'Ontario continue à prospérer et à attirer des investissements étrangers. Par exemple, De Beers Canada a entrepris les travaux de construction en vue de l'ouverture de la première mine de diamants de l'Ontario près d'Attawapiskat en 2008.

Par le truchement de nouvelles initiatives telles que la Stratégie ontarienne d'exploitation des minéraux, le gouvernement de l'Ontario travaille en collaboration avec le secteur minier, les parties intéressées et ses partenaires autochtones afin d'élaborer une stratégie visant à promouvoir la durabilité à long terme du secteur minier et à rehausser sa compétitivité mondiale. La vigueur du secteur minier de l'Ontario a contribué à ce que la Bourse de Toronto (TSX) devienne une figure de proue en finances dans le domaine minier à l'échelle internationale.

Dans le budget de 2006, le gouvernement a annoncé l'octroi de 10 millions de dollars à l'Université Laurentienne pour appuyer l'ouverture du nouveau Centre d'excellence en innovation minière à Sudbury et, dans le budget de 2005, il a annoncé une affectation de 15 millions de dollars pour la cartographie géologique dans le Grand Nord.

Le soutien fiscal destiné au secteur minier sera maintenu dans le cadre de l'accord récent visant à rationaliser l'administration du régime ontarien d'imposition des sociétés. Cet accord favorisera aussi la vigueur du secteur minier grâce à la réduction des coûts d'observation.

## TOURISME

L'industrie ontarienne du tourisme employait plus de 257 000 personnes en septembre 2006, soit 4 % du nombre total d'emplois en Ontario. En 2005, la contribution de l'industrie du tourisme au PIB de l'Ontario s'est élevée à 11 milliards de dollars, soit 2,5 %. De 1995 à 2005, le nombre d'emplois dans le secteur du tourisme a augmenté de 24 % en Ontario, comparativement à 23 % dans le reste du Canada et à 16 % aux États-Unis.

### Appui à l'industrie du tourisme

Dans le budget de 2005, le gouvernement a annoncé des initiatives de marketing totalisant 5 millions de dollars pour promouvoir les institutions culturelles de la province. Dans son budget de 2006, l'Ontario a annoncé un certain nombre de nouveaux projets qui profiteront à l'industrie du tourisme :

- octroi de 49 millions de dollars pour appuyer les projets de construction d'immobilisations des principaux organismes et attractions culturels de l'Ontario : le Musée royal de l'Ontario, le Musée des beaux-arts de l'Ontario, la Canadian Opera Company, l'École nationale de ballet, le Royal Conservatory of Music et le Musée de l'art céramique Gardiner;
- octroi de 10 millions de dollars à la Fondation du patrimoine ontarien;
- octroi de 1 million de dollars pour appuyer les projets de conception et de production du Festival international des arts de Toronto de 2007.

La fin des projets appuyant la renaissance culturelle de Toronto d'ici 2008 favorisera, elle aussi, l'industrie du tourisme en Ontario.

Le gouvernement lancera une nouvelle campagne pour encourager les Ontariennes et Ontariens à voyager et à prendre leurs vacances en Ontario afin de stimuler l'activité économique et la création d'emplois liés au tourisme.

## FABRICATION

Un certain nombre de politiques et d'investissements visent à renforcer la capacité manufacturière de l'Ontario et à accroître les occasions pour les autres secteurs dans une économie en évolution. Ils aident l'économie diversifiée de l'Ontario à relever les défis et à tirer parti des possibilités sur les marchés mondiaux.

### Investissements pour attirer des emplois à valeur élevée

La prospérité future de l'Ontario est étroitement liée à la croissance du nombre d'emplois à valeur élevée dans tous les secteurs de son économie. Pour attirer ce genre d'emplois dans la province, le gouvernement :

- a lancé la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, dotée de 500 millions de dollars, pour encourager les entreprises à investir dans des technologies et des processus de pointe.

### Maintien de la position de l'Ontario en tant que chef de file de l'industrie automobile en Amérique du Nord

Les investissements stratégiques de l'Ontario, y compris les 500 millions de dollars de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile, ont attiré des investissements d'environ 7 milliards de dollars qui ont soutenu la création d'emplois hautement spécialisés et bien rémunérés :

- General Motors : Oshawa, St. Catharines, Ingersoll – 2,5 milliards de dollars
- Linamar : Guelph – 1,1 milliard de dollars
- Toyota : Woodstock – 1,1 milliard de dollars (première usine propre en Ontario en près de 20 ans)
- Ford : Oakville – 1 milliard de dollars
- DaimlerChrysler : Windsor, Brampton – 768 millions de dollars
- Navistar : Chatham, Windsor – 270 millions de dollars
- Honda : Alliston – 154 millions de dollars
- Nemak : Windsor – 100 millions de dollars
- Valiant : Windsor – 93 millions de dollars.

Le secteur de l'automobile continue d'évoluer et de se restructurer. Le climat de l'Ontario, qui est propice aux investissements, incite les fabricants à produire de nouveaux modèles, comme la Camaro complètement redessinée, à Oshawa.

### Mesures fiscales clés dont bénéficie le secteur manufacturier de l'Ontario

- Un taux d'imposition des sociétés de 2 points de pourcentage inférieur au taux général d'imposition des sociétés.
- Une réduction de 5 % de l'impôt ontarien sur le capital à compter de 2007 et un plan, enchâssé dans la loi, prévoyant l'élimination complète de cet impôt d'ici 2012.
- Le prolongement de la période de report en avant des pertes autres que les pertes en capital, qui passe de 10 à 20 ans.
- Un crédit d'impôt sur les dividendes amélioré que le gouvernement propose d'accorder pour encourager les Ontariennes et Ontariens à investir dans les entreprises canadiennes, notamment celles du secteur manufacturier.
- Un crédit d'impôt remboursable de 25 à 30 % pour les entreprises qui engagent des apprentis dans les secteurs industriel, de la construction et du matériel moteur et dans certaines professions du secteur tertiaire.
- Des incitatifs fiscaux accordés aux entreprises qui effectuent de la recherche-développement.
- Une exonération de la taxe de vente au détail (TVD) pour le matériel et l'outillage de production.
- Une exonération de la TVD applicable au béton armé utilisé pour fabriquer du matériel et de l'outillage de production.
- Une exonération de la TVD applicable aux matériaux intégrés aux biens destinés à la vente.
- Une exonération de l'impôt-santé des employeurs accordée aux petites entreprises, notamment celles du secteur manufacturier.

## **INVESTIR DANS LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE**

Au cours des trois dernières années, le gouvernement a géré les finances de façon prudente tout en effectuant des investissements clés dans les services de santé, l'éducation et l'infrastructure. Cette stratégie économique a jeté les assises de la compétitivité à long terme.

Fort de cette stratégie et pour venir en aide aux travailleurs et aux collectivités les plus touchés par le ralentissement de la croissance économique, le gouvernement utilise une partie du produit du premier appel public à l'épargne (PAPE) de Teranet pour favoriser la création d'emplois tout en renforçant les assises sociales et économiques afin d'assurer la prospérité à long terme.

### **Une stratégie pour stimuler davantage la création d'emplois et le renouveau économique**

Le gouvernement stimulera la création d'emplois et la croissance économique grâce à l'accent renouvelé qu'il mettra sur quatre domaines clés :

#### **Services ciblés de formation et d'emploi**

Le gouvernement versera de nouveaux fonds pour les services et les programmes destinés aux travailleurs mis à pied et à ceux dont l'emploi est menacé pour les aider à trouver un nouvel emploi, notamment par les moyens suivants :

- constitution d'équipes spéciales qui se rendront dans les localités touchées par des fermetures d'usines afin d'élaborer un plan d'action pour le réemploi des travailleurs mis à pied;
- services personnalisés de formation et de perfectionnement, de placement et de réaffectation;
- programmes d'alphabétisation en milieu de travail pour aider les travailleurs à apprendre de nouveaux processus et technologies;
- aide aux apprentis remerciés à trouver de nouveaux stages de formation et des moyens d'accélérer leur formation en classe.

#### **Accélérer des projets d'infrastructure**

Le gouvernement accélérera divers projets d'infrastructure dans le but de générer une activité économique immédiate et de favoriser la création d'emplois.

#### **Encourager le tourisme en Ontario**

Le gouvernement lancera une nouvelle campagne pour encourager les Ontariennes et Ontariens à voyager et à prendre leurs vacances en Ontario, ce qui stimulera l'activité économique et la création d'emplois.

#### **Renforcer le commerce interprovincial**

Le gouvernement renforcera les liens commerciaux entre les provinces afin d'apparier les besoins des industries en Alberta à la capacité industrielle de l'Ontario. Il passera également en revue les avantages qui pourraient en découler si l'Ontario se joignait à l'accord commercial conclu par l'Alberta et la Colombie-Britannique.



---

---

## SECTION II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

La présente section décrit les perspectives économiques de l'Ontario de 2006 à 2009<sup>1</sup>. Les prévisions économiques sur lesquelles se fonde le plan financier sont prudentes et tiennent compte de facteurs externes et des risques continus. Le ministère des Finances prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 1,6 % en 2006, de 2,0 % en 2007, de 3,0 % en 2008 et de 3,1 % en 2009. Chaque année, ces prévisions sont inférieures aux prévisions moyennes du secteur privé. Les perspectives économiques appuient les perspectives de croissance des revenus fiscaux en 2006-2007 et au cours des deux exercices suivants, que l'on décrit plus loin dans la présente annexe.

À moyen terme, la croissance économique de l'Ontario pourrait être plus élevée que ne le prévoient les prévisionnistes du secteur privé. Les facteurs qui aideront à stimuler la croissance commencent à se dessiner. Les prix de l'énergie ont récemment diminué plus vite que prévu, ce qui stimule la confiance des consommateurs et des entreprises. Si les prix continuent à baisser, il en résultera une augmentation des dépenses discrétionnaires des consommateurs et une réduction des coûts des entreprises. Les taux d'intérêt sont historiquement bas, et les banques centrales, dont la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine, pourraient les réduire afin de stimuler l'économie. La valeur du dollar canadien a diminué récemment et elle pourrait diminuer en dessous des prévisions actuelles, ce qui améliorerait la position concurrentielle de l'Ontario et procurerait un soulagement dont le secteur manufacturier de l'Ontario a grandement besoin, étant donné qu'il est axé sur les exportations.

---

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO (EN POURCENTAGE)

	2004	2005	2006p	2007p	2008p	2009p
Croissance du PIB réel	3,1	2,8	1,6	2,0	3,0	3,1
Croissance du PIB nominal	5,2	4,1	3,0	3,7	4,7	4,8
Taux de chômage	6,8	6,6	6,3	6,3	6,2	6,1
Inflation de l'IPC	1,9	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8

p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

---

<sup>1</sup> Le présent document repose sur les renseignements disponibles au 20 octobre 2006.

Afin d'établir des plans financiers raisonnables, le gouvernement consulte les prévisionnistes du secteur privé pour élaborer des projections économiques. Dans le cadre de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le ministre des Finances a établi le Conseil ontarien des prévisions économiques et l'a chargé de lui fournir des conseils sur les hypothèses et projections économiques. Les membres du conseil sont Peter Dungan, de l'Université de Toronto, Ernie Stokes, du Centre for Spatial Economics, et Glen Hodgson, du Conference Board du Canada.

Lors de la présentation du budget de l'Ontario de 2006, les prévisionnistes du secteur privé plaçaient en moyenne la croissance du PIB réel de l'Ontario à 2,6 % en 2006 et en 2007, à 3,1 % en 2008 et à 3,4 % en 2009. Depuis, ces projections ont été révisées à la baisse, ce qui s'explique en grande partie par les répercussions négatives des prix du pétrole plus élevés, l'appréciation du dollar canadien et les projections de croissance plus faible aux États-Unis. À l'heure actuelle, la moyenne des prévisions du secteur privé pour l'Ontario est de 1,7 % en 2006, de 2,1 % en 2007, de 3,1 % en 2008 et de 3,2 % en 2009.

### PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ CONCERNANT LA CROISSANCE DU PIB RÉEL DE L'ONTARIO (EN POURCENTAGE)

	2006	2007	2008	2009
Conference Board du Canada (octobre)	1,6	2,4	3,3	3,3
Global Insight (octobre)	2,0	2,3	2,6	3,0
Centre for Spatial Economics (juin)	2,7	2,2	2,8	3,1
Université de Toronto (octobre)	1,0	1,7	3,0	3,4
BMO Groupe financier (octobre)	1,8	2,3	–	–
RBC Groupe financier (octobre)	1,5	2,0	–	–
Groupe Banque Scotia (octobre)	1,9	2,0	–	–
Groupe financier Banque TD (septembre)	1,8	2,0	3,6	–
BMO Marchés des capitaux (octobre)	1,4	2,0	–	–
Marchés mondiaux CIBC (octobre)	1,4	1,8	–	–
Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé	1,7	2,1	3,1	3,2
Hypothèse de planification de l'Ontario	1,6	2,0	3,0	3,1

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

### ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE MONDIALE

Depuis le dépôt, en mars, de son budget de 2006, l'Ontario continue à faire face à des défis attribuables à des facteurs externes qui ont influé sur ses perspectives de croissance. Les prix du pétrole sont plus élevés que prévu. Le dollar canadien a atteint un sommet inégalé en 28 ans, soit plus de 91 cents américains en mai 2006, et les prévisionnistes ont révisé à la hausse leur projection à moyen terme quant à sa valeur. En outre, les perspectives de croissance économique américaine ont faibli.

Les prix du pétrole sont l'un des changements les plus marqués dans les hypothèses sous-jacentes aux prévisions économiques. Après la publication du budget de l'Ontario de 2006, les prix du pétrole ont poursuivi leur ascension et établi un nouveau record pendant quatre mois consécutifs, soit d'avril à juillet. Depuis, les prix ont diminué et sont passés à environ 60 \$US le baril. Selon les prévisions du prix du pétrole, ce prix devrait être en moyenne de 10 \$US le baril plus élevé que le prix prévu lors du dépôt du budget de l'Ontario de 2006. Les prix plus élevés du pétrole réduisent l'argent que les ménages peuvent consacrer à d'autres biens et services et ils accroissent les coûts des entreprises.

Les prévisions du secteur privé situent la valeur du dollar canadien à plus de deux cents de plus en moyenne que ce qui était prévu lors de la parution du budget de mars. La valeur élevée du dollar canadien ainsi que la concurrence accrue provenant des économies industrialisées émergentes (telles que l'Inde et la Chine) donnent lieu à la restructuration du secteur manufacturier de l'Ontario, qui est axé sur les exportations. Bien que certaines usines aient supprimé des emplois ou cessé leurs activités, d'autres ont innové, investi dans de nouvelles technologies et augmenté leurs investissements dans l'équipement, ce qui a permis, dans bien des cas, d'accroître la productivité, de maintenir les emplois existants et d'en créer de nouveaux.

On s'attend à ce que la croissance économique des États-Unis ralentisse et passe de 3,4 % en 2006 à 2,6 % en 2007, mais, selon l'enquête des *Blue Chip Economic Indicators*, elle devrait remonter à 3,1 % en 2008 et en 2009. Le ralentissement du marché du logement aux États-Unis explique en bonne partie la faible croissance de l'économie américaine.

En dépit des divers points de vue sur l'orientation future de la politique monétaire, les prévisionnistes estiment, en moyenne, que les taux d'intérêt resteront plus ou moins à leurs niveaux actuels en 2007 et qu'ils augmenteront en 2008.

Le tableau ci-après met en relief les changements survenus depuis le dépôt du budget dans les prévisions moyennes du secteur privé relativement à plusieurs facteurs externes déterminants pour la croissance économique de l'Ontario.

## FACTEURS EXTERNES IMPORTANTS QUI INFLUENT SUR L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO MOYENNE DES PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ

	2006		2007		2008		2009
	Budget de 2006	Mise à jour automne 2006	Budget de 2006	Mise à jour automne 2006	Budget de 2006	Mise à jour automne 2006	Mise à jour automne 2006
Dollar canadien (cents américains)	86,6	88,5	86,9	88,8	85,9	89,1	88,5
Pétrole brut (\$US le baril)	60,5	67,2	56,6	64,3	49,9	63,0	59,4
Croissance du PIB réel des É.-U. (en pourcentage)	3,4	3,4	3,0	2,6	3,1	3,1	3,1
Taux des bons du Trésor de 3 mois (en pourcentage)	3,9	4,0	4,1	4,0	4,3	4,2	4,4
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement (en pourcentage)	4,3	4,3	4,6	4,2	5,2	4,8	5,1

Sources : *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2006) et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

Le tableau ci-après montre les répercussions typiques sur la croissance du PIB réel de l'Ontario des changements subis par les facteurs externes pendant la première et la deuxième années. Ces estimations reposent sur des relations traditionnelles et illustrent les limites supérieures et inférieures de la réaction moyenne. Elles indiquent les répercussions des changements aux hypothèses clés isolément des changements subis par d'autres facteurs externes. La combinaison d'autres circonstances peut également avoir d'importants effets sur les résultats obtenus. L'éventail de répercussions possibles découle de divers facteurs. Par exemple :

- Chaque diminution de un point de pourcentage de la croissance réelle des États-Unis réduirait de 0,3 à 0,7 point de pourcentage la croissance du PIB réel de l'Ontario pendant la première année. Cet écart tient en partie au fait que les répercussions sur la croissance de l'Ontario dépendent de la composition de la croissance des États-Unis.
- Une hausse de cinq cents de la valeur du dollar canadien réduirait la croissance réelle de l'Ontario de 0,2 à 0,9 point de pourcentage pendant la première année. Cet écart s'explique par un certain nombre d'incertitudes, comme la mesure dans laquelle les entreprises baissent les prix des biens et des services au Canada en fonction des économies qu'elles réalisent dans leurs importations.
- Une hausse soutenue du prix mondial du pétrole brut de 10 \$US le baril ralentirait la croissance des États-Unis et retrancherait de 0,3 à 0,7 point de pourcentage de la croissance réelle de l'Ontario pendant la première année. L'écart indiqué tient compte de l'incertitude concernant la mesure dans laquelle les coûts plus élevés de l'énergie influent sur les attentes et le comportement des consommateurs et des entreprises. Cette répercussion suppose que le prix du gaz naturel augmentera dans la même mesure puisqu'il s'agit d'une source d'énergie de substitution.
- Une augmentation de un point de pourcentage des taux d'intérêt nominaux réduirait la croissance du PIB réel de l'Ontario de 0,1 à 0,5 point de pourcentage pendant la première année. La croissance réelle serait encore plus faible au cours de la deuxième année en raison des délais qui doivent s'écouler avant que les variations de la politique monétaire n'influent sur les dépenses. Les taux d'intérêt plus élevés découragent les dépenses sensibles aux intérêts comme l'achat d'un logement ou de biens durables. L'écart susmentionné s'explique en partie par la mesure dans laquelle les effets négatifs seraient neutralisés par les revenus d'intérêt supérieurs.

---

## RÉPERCUSSIONS DES CHANGEMENTS AUX PRINCIPALES HYPOTHÈSES SUR LA CROISSANCE DU PIB RÉEL DE L'ONTARIO<sup>1</sup>

(VARIATION EN POINTS DE POURCENTAGE)

---

	Première année	Deuxième année
Appréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	de (0,2) à (0,9)	de (0,7) à (1,4)
Augmentation du prix mondial du pétrole brut de 10 \$ US	de (0,3) à (0,7)	de (0,1) à (0,5)
Diminution de la croissance du PIB réel des É.-U. de un point de pourcentage	de (0,3) à (0,7)	de (0,4) à (0,8)
Augmentation des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	de (0,1) à (0,5)	de (0,2) à (0,6)

<sup>1</sup> Répercussions fondées sur des changements soutenus.

Les parenthèses indiquent des nombres négatifs.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

---

## CHANGEMENTS DANS LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2006

Le ministère des Finances a révisé son hypothèse quant à la croissance du PIB réel en 2006 pour la situer à 1,6 %, c'est-à-dire moins que le taux prévu dans le budget, qui était de 2,3 %, et moins que le taux actuel fixé par la moyenne des analystes du secteur privé.

Malgré une croissance moindre du PIB réel, la composante intérieure de l'économie a donné de bons résultats qui ont entraîné la création d'un plus grand nombre d'emplois que prévu. On pense maintenant que le taux de croissance de l'emploi en Ontario en 2006 sera de 1,4 %, ce qui est supérieur à la projection du budget, qui était de 1,3 %.

Les perspectives concernant les ventes au détail demeurent très bonnes. Le marché du logement a été plus actif que prévu, et on prévoit que le nombre de mises en chantier atteindra 75 000 logements cette année, une hausse par rapport à l'évaluation mentionnée dans le budget, qui était de 73 500. L'investissement des entreprises dans le matériel et l'outillage devrait être supérieur à ce qui avait été prévu dans le budget, mais les dépenses d'investissement dans la construction non résidentielle devraient être quelque peu moindres.

Les exportations ont été moindres et les importations ont augmenté plus rapidement que prévu. Les prévisions concernant les bénéfices des entreprises ont considérablement diminué depuis le budget, en raison des prix du pétrole qui restent élevés, de la force du dollar canadien et du fléchissement de la demande américaine.

Le tableau ci-après compare les principales projections actuelles et celles du budget de l'Ontario pour l'année 2006.

## ÉCONOMIE DE L'ONTARIO EN 2006 (VARIATION EN POURCENTAGE)

	Budget 2006	Mise à jour de l'automne 2006
Produit intérieur brut réel	2,3	1,6
Consommation personnelle	2,8	3,1
Construction résidentielle	(2,1)	(1,2)
Construction non résidentielle	5,9	4,5
Matériel et outillage	7,9	8,7
Exportations	2,5	(0,5)
Importations	3,4	3,5
Produit intérieur brut nominal	4,5	3,0
Autres indicateurs économiques		
Ventes au détail	4,2	4,2
Mises en chantier de logements (en milliers)	73,5	75,0
Revenu des particuliers	4,7	4,6
Traitements et salaires <sup>1</sup>	4,7	4,3
Bénéfices des entreprises	3,8	(1,0)
Indice des prix à la consommation	2,1	1,9
Marché du travail		
Emploi	1,3	1,4
Création d'emplois (en milliers)	85	92
Taux de chômage (en pourcentage)	6,3	6,3

<sup>1</sup> Y compris le revenu supplémentaire du travail.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les perspectives économiques à court terme sont fortement influencées par des facteurs externes, par exemple les prix du pétrole, la croissance économique des États-Unis, la valeur du dollar canadien et les taux d'intérêt. La prochaine section examine plus en détail les perspectives liées à ces facteurs externes ainsi que les prévisions concernant les exportations de l'Ontario. On analyse ensuite les perspectives en ce qui a trait aux emplois, aux dépenses des ménages et aux investissements.

## PRIX DU PÉTROLE ET DU GAZ

Les prix du pétrole brut ont plus que triplé depuis le début de 2002 pour s'établir en moyenne à environ 68 \$US le baril jusqu'ici en 2006, en passe de fracasser le record de l'an dernier de 56,50 \$US le baril. Les principaux facteurs influant sur les marchés de l'énergie au cours des dernières années – une forte demande mondiale, des risques géopolitiques accrus, un approvisionnement aléatoire et une faible croissance de la production pétrolière et de la capacité de raffinement – continuent à jouer un rôle important en 2006.

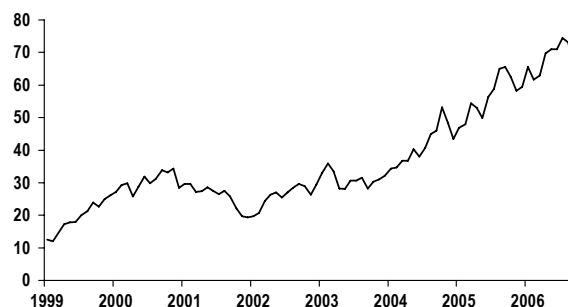
Après avoir atteint un nouveau sommet de plus de 78 \$US le baril à la mi-juillet 2006, les prix du pétrole sont maintenant retombés à environ 60 \$US le baril, en raison de l'atténuation des pressions spéculatives. La saison 2006 des ouragans de l'Atlantique a été moins active que prévu, ce qui a limité les risques de dommages dans la région pétrolière de la côte du Golfe. De plus, les stocks américains de pétrole brut étaient bien garnis à la fin de l'été, saison pendant laquelle les automobilistes conduisent beaucoup.

Les prix du gaz naturel ont chuté de 25 % en septembre pour atteindre en moyenne 5,20 \$US par million de British Thermal Units (BTU), ce qui est la plus faible moyenne mensuelle en deux ans. Les prix se sont situés en moyenne à environ 6,90 \$US par million de BTU jusqu'ici en 2006, ce qui représente une baisse par rapport à la moyenne annuelle record de 9,00 \$US par million de BTU enregistrée en 2005. Ces prix moyens sont toutefois considérablement plus élevés qu'en 2002, année où ils se sont maintenus à 3,40 \$US par million de BTU. L'hiver ayant été doux l'an dernier, les stocks de gaz naturel étaient élevés au début de l'été. La saison 2006 des ouragans de l'Atlantique, qui a été moins active, le ralentissement de l'économie américaine et les stocks élevés de gaz naturel ont été les principaux facteurs ayant présidé à la baisse récente des prix. À moins qu'il ne se produise un événement climatique extrême ou géopolitique important, les prévisionnistes s'attendent généralement à ce que les prix du gaz naturel soient en moyenne d'environ 8,25 \$US par million de BTU chaque année au cours de l'horizon prévisionnel.

L'économie américaine s'attédie. Or, elle consomme environ le quart de la production mondiale de pétrole brut. Il pourrait donc se produire un ralentissement de la croissance de la demande mondiale. Toutefois, la forte demande de la Chine, qui a suscité 40 % de la croissance de la demande mondiale en pétrole au cours des quatre dernières années, limitera ce ralentissement de la croissance de la demande. Le U.S. Energy Department estime qu'en 2007, la demande mondiale de pétrole augmentera de 1,5 million de barils par jour, soit 1,8 %, et que plus de la moitié de la demande accrue proviendra des

### Prix du pétrole brut

En dollars américains le baril,  
West Texas Intermediate



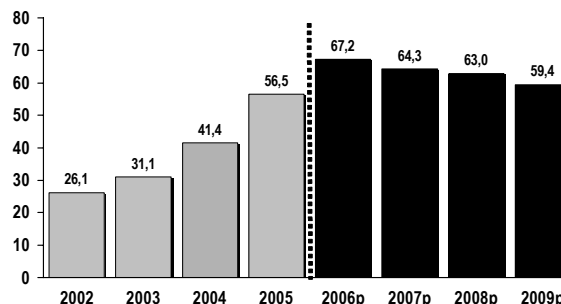
Source : New York Mercantile Exchange.

États-Unis et de la Chine. En 2007, la demande américaine de pétrole devrait augmenter de 350 000 barils par jour, soit 1,7 %, et la consommation chinoise, de 500 000 barils par jour, soit 6,8 %.

Selon les prévisionnistes, les marchés du pétrole brut demeureront serrés au cours des prochaines années et les prix s'établiront en moyenne à 67,20 \$US le baril en 2006 et à 64,30 \$US le baril en 2007. La volatilité des prix du pétrole persistera sans doute à cause des hausses limitées prévues de la capacité de production en 2007 et des inquiétudes quant à la capacité du marché de faire face à une importante perturbation de l'approvisionnement. Les projections concernant les prix du pétrole en 2007 varient de 57,80 \$US à 71,80 \$US le baril. Les producteurs de pétrole consacrent d'importantes sommes à l'exploration et à la mise en valeur de sources d'approvisionnement traditionnelles et non traditionnelles. Au fur et à mesure que la capacité de production augmentera à moyen terme, toutes les conditions seront réunies pour favoriser une baisse des prix du brut.

### Prévisions des prix du pétrole brut

En dollars américains le baril,  
West Texas Intermediate



p = moyenne des prévisions du secteur privé.  
Sources : New York Mercantile Exchange et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

Les prix plus élevés du pétrole et de l'essence ont des répercussions néfastes sur l'économie de la province et les revenus du gouvernement. Étant donné que l'Ontario importe pratiquement tout son pétrole, son économie est vulnérable quand le prix du pétrole demeure élevé. Quand ils coûtent plus cher, le pétrole et l'essence accroissent également les dépenses des ménages et réduisent leurs dépenses discrétionnaires pour d'autres biens et services. Pour nombre d'entreprises, quand les prix de l'essence et du pétrole montent, leurs frais d'exploitation augmentent et elles voient s'amenuiser leurs profits et leur capacité de financer de nouveaux investissements.

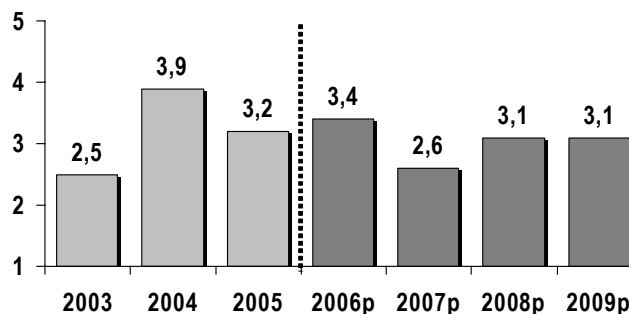
À des fins de planification, le ministère des Finances prévoit que le prix moyen du baril de pétrole sera de 67,50 \$US en 2006, de 65,00 \$US en 2007, de 64,00 \$US en 2008 et de 60,00 US\$ en 2009.

## ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

L'économie des États-Unis devrait afficher une croissance de 3,4 % en 2006. La croissance a ralenti, passant d'un taux annualisé de 5,6 %, pendant le premier trimestre, à 2,6 % au deuxième trimestre. Les économistes s'attendent à ce que le ralentissement de la croissance amorcé au deuxième semestre se poursuive jusqu'en 2007. Selon une enquête des *Blue Chip Economic Indicators*, la croissance du PIB réel des États-Unis devrait ralentir et s'établir à 2,6 % en 2007 puis remonter à 3,1 % en 2008 et en 2009.

### Croissance du PIB réel des États-Unis

En pourcentage



p = moyenne des prévisions du secteur privé.  
Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2006).



Il semble qu'après avoir haussé les taux d'intérêt de 4,25 points de pourcentage depuis juin 2004, la Réserve fédérale américaine ait terminé son cycle de compression. En moyenne, les prévisionnistes du secteur privé estiment que la Réserve fédérale maintiendra le cap pour le reste de l'année et qu'elle réduira les taux de 0,50 point de pourcentage l'an prochain puisque l'inflation devrait s'amenuiser et que la croissance devrait rester modérée.

Bien que la plupart des prévisionnistes estiment que l'économie des États-Unis continuera à croître, les perspectives économiques sont soumises à des risques considérables. La hausse des taux hypothécaires et l'abordabilité moindre du logement ont causé une baisse de la construction résidentielle et un fléchissement des prix. Il en résulte une diminution des fonds disponibles pour le financement fondé sur la valeur nette des logements afin de soutenir les dépenses de consommation.

Les répercussions négatives du ralentissement subi par le secteur du logement seront probablement amorties par une forte croissance du revenu du travail et une baisse prévue des prix de l'essence et des taux d'intérêt, ce qui stimulera les dépenses de consommation. De plus, les marges bénéficiaires demeurent élevées et les investissements des entreprises restent à un bon niveau. Néanmoins, le ralentissement de la croissance de l'économie des États-Unis, qui sont le plus gros marché d'exportation de l'Ontario, aura des répercussions sur la croissance de l'économie ontarienne.

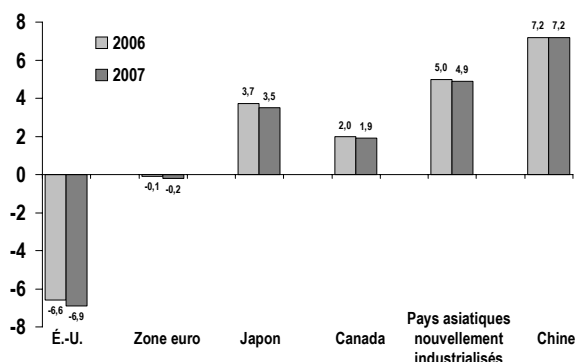
On s'inquiète aussi des déficits budgétaire et courant des États-Unis. Ces déficits records pourraient exposer l'économie américaine à une baisse éventuelle de l'afflux de capitaux étrangers. On s'attend à ce qu'au cours de l'exercice 2006, le déficit du budget fédéral des États-Unis s'améliore pour atteindre 260 milliards de dollars américains, soit 2,0 % du PIB, comparativement à 318 milliards de dollars américains, soit 2,6 % du PIB en 2005. Cependant, le déficit courant des États-Unis continue à s'aggraver et a été l'équivalent de 6,6 % du PIB au deuxième trimestre, ce qui constitue une hausse par rapport à la

proportion de 6,4 % du PIB relevée en 2005. En même temps, les excédents courants en Chine et dans les pays asiatiques récemment industrialisés sont demeurés considérables. Avec une gestion monétaire active en Asie, l'épargne mondiale a augmenté, ce qui maintient les taux d'intérêt internationaux à un faible niveau et facilite l'emprunt pour les consommateurs américains.

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que le déficit courant des États-Unis ne s'améliore guère en 2007. Plus les déséquilibres mondiaux dureront, plus les États-Unis pourraient s'exposer à une correction prononcée modifiant la valeur de leur dollar. Un déclin prononcé du dollar américain entraînerait une hausse considérable des taux d'intérêt, hausse qui serait nécessaire afin de compenser les investisseurs étrangers pour les risques accrus associés aux dettes en dénominations américaines. Cela provoquerait un affaiblissement supplémentaire de la demande des consommateurs et des entreprises. Et si cela devait se produire, les exportations de l'Ontario souffriraient à la fois de la faiblesse du dollar américain et de la baisse de la demande aux États-Unis.

### Déficits et excédents du compte courant

En pourcentage du PIB



Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI (septembre 2006).

## TAUX DE CHANGE CANADA – ÉTATS-UNIS

Le dollar canadien s'est apprécié de façon spectaculaire par rapport à la devise américaine au cours des quatre dernières années. Après pondération en fonction des échanges, le dollar canadien s'est apprécié davantage que toute autre grande devise depuis le début de 2002 en raison du prix élevé des produits de base et de la forte croissance économique au Canada.

La hausse sans précédent du dollar de même que la concurrence croissante exercée par des producteurs à faibles coûts établis dans les pays nouvellement industrialisés ont présenté des défis aux exportateurs ontariens. Quant à eux, les déplacements des Américains vers l'Ontario ont chuté en raison notamment de la vitalité du dollar.

Malgré la valeur élevée du dollar canadien, l'industrie ontarienne reste compétitive sur les marchés internationaux. En effet, l'appréciation du dollar diminue les prix du matériel et de l'outillage importés. Signalons

qu'environ 60 % du matériel et de l'outillage utilisés en Ontario sont importés. Il est donc plus facile pour les manufacturiers ontariens d'axer leur production sur les produits à plus grande valeur ajoutée. La hausse du dollar canadien a également profité aux consommateurs ontariens, qui peuvent maintenant se procurer à moindre prix des biens importés. Elle a aussi neutralisé certains des effets de la flambée des prix du pétrole.

Selon les prévisionnistes, il devrait y avoir un recul des prix du pétrole et du cours général d'autres produits de base, ce qui devrait limiter encore plus l'appréciation du dollar canadien et supprimer certaines des pressions concurrentielles qui s'exercent sur l'économie ontarienne. Les analystes du secteur privé croient que le dollar canadien s'établira en moyenne à 88,5 cents américains en 2006, à 88,8 cents américains en 2007, à 89,1 cents américains en 2008 et à 88,5 cents américains en 2009.

Pour les fins de planification, on suppose que le dollar canadien s'établira en moyenne à 88,5 cents américains en 2006 et à 89,0 cents américains de 2007 à 2009.

### Dollar canadien

En cents américains



Sources : Banque du Canada et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

### PRÉVISIONS CONCERNANT LE DOLLAR CANADIEN (EN CENTS AMÉRICAINS)

	2006p	2007p	2008p	2009p
Moyenne du secteur privé	88,5	88,8	89,1	88,5
Valeur supérieure	88,9	94,0	90,9	91,0
Valeur inférieure	88,0	82,6	86,9	85,6
Ministère des Finances	88,5	89,0	89,0	89,0

p = projection.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

## EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

Le volume des exportations ontariennes devrait fléchir légèrement en 2006. L'excédent commercial net réel de la province a diminué et s'est établi à 25,1 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2006. Ce phénomène est attribuable à l'appréciation du dollar, au ralentissement de la demande aux États-Unis et à la restructuration de l'industrie automobile. Cette tendance devrait se poursuivre en 2007 et le volume des exportations ne devrait augmenter que de 0,2 %. Les exportations de la province devraient repartir à la hausse en 2008 et en 2009 à mesure que la croissance américaine poursuivra sur sa lancée et que de nouvelles gammes de produits automobiles seront lancées sur le marché.

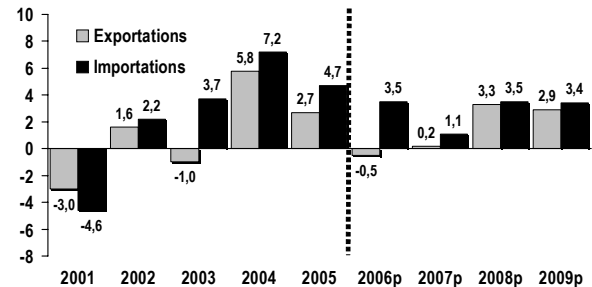
En 2005, 44 % des exportations ontariennes de marchandises étaient attribuables au secteur de l'automobile et 98 % d'entre elles étaient destinées aux États-Unis. L'Ontario continue d'être le plus important assembleur de véhicules automobiles en Amérique du Nord, ayant dépassé le Michigan ces deux dernières années. Étant donné que les analystes pensent que les ventes d'automobiles aux États-Unis diminueront à 16,6 millions en 2006, comparativement aux 16,9 millions d'automobiles vendues l'année dernière, les exportateurs ontariens constatent une baisse de la demande de pièces d'automobiles et de véhicules assemblés. Selon les prévisionnistes du secteur privé, les ventes d'automobiles aux États-Unis continueront de baisser et passeront à 16,4 millions en 2007. À moyen terme, les exportations ontariennes d'automobiles bénéficieront de nouvelles chaînes de production, dont l'usine de Toyota à Woodstock, qui devrait entrer en service en 2008, et l'usine d'Oshawa, qui assemblera la Camaro, complètement redessinée, à compter de 2009.

Les biens et les matériaux industriels (comme le fer, l'acier, d'autres métaux, le caoutchouc et les plastiques), qui constituent 19,2 % des exportations de l'Ontario, figurent parmi les catégories de produits ayant affiché les résultats les plus impressionnants, avec une hausse de 6,4 % des exportations selon le cumul annuel jusqu'à ce jour. La diminution du cours des produits de base entraînerait probablement une diminution de la valeur des exportations pendant la période de prévision.

Le matériel et l'outillage, qui représentent 20,5 % des exportations de la province, ont augmenté de 2,9 % jusqu'ici cette année. Ces exportations devraient continuer de s'accroître par suite du renforcement de la demande à l'échelle mondiale. Par exemple, aux

## Commerce international et interprovincial réel de l'Ontario

Variation en pourcentage



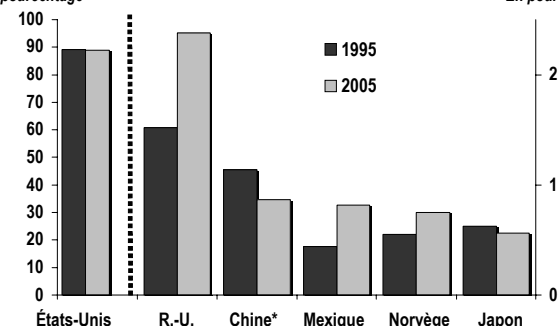
p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

## Six plus grands partenaires de l'Ontario sur le plan des exportations de marchandises

Part des exportations de l'Ontario  
En pourcentage

Part des exportations de l'Ontario – autres pays  
En pourcentage



\*Y compris la Chine, Hong Kong et la Mongolie.

Source : Statistique Canada.

États-Unis, les investissements réels des entreprises dans le matériel et l'outillage devraient augmenter de 7,3 % en 2006 et de 6,4 % en moyenne de 2007 à 2009.

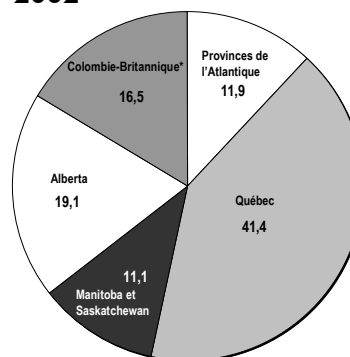
Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial de l'Ontario. Près de 90 % des exportations de l'Ontario y sont acheminées. Ces trois dernières années, la valeur nominale des exportations de biens à destination des États-Unis a diminué de 5 %. Jusqu'ici, cette année, les exportations ontariennes vers les États-Unis ont baissé de 2,1 % de plus.

Les exportations vers d'autres pays que les États-Unis, quant à elles, ont augmenté de 64 % ces trois dernières années. La diversification accrue des pays clients signifie que les exportateurs ontariens peuvent bénéficier de la vigueur de la croissance à l'échelle internationale. L'Union européenne est le deuxième partenaire commercial de l'Ontario et reçoit près de 5 % des exportations internationales de la province. Au cours des trois dernières années, les exportations ontariennes vers l'Union européenne ont augmenté de 67 %. Cette année, jusqu'à présent, elles ont progressé de 24 % de plus. Quant à elles, les exportations ontariennes vers le Mexique sont en hausse de 43 % depuis les trois dernières années. Elles ont augmenté de plus de 52 % jusqu'ici cette année. La Chine reçoit environ 1 % des exportations internationales de l'Ontario, mais celles-ci ont augmenté de 57 % ces trois dernières années. Les exportations vers l'Inde ont plus que doublé au cours des trois dernières années, mais elles ne comptent que pour 0,1 % de l'ensemble des exportations internationales de l'Ontario.

Les autres provinces et les territoires sont aussi des marchés importants pour les exportations de biens et de services de l'Ontario. Les exportations vers le reste du Canada se sont chiffrées à 100,3 milliards de dollars en 2005 et les exportations internationales de l'Ontario ont totalisé 232,7 milliards de dollars. Entre 2002 et 2005, les exportations vers d'autres provinces ont augmenté de plus de 12 %, tandis que les exportations internationales ont diminué de 0,5 %. Cette tendance, à savoir l'accroissement plus rapide des exportations vers le reste du Canada que de celles vers l'étranger, se maintient. En effet, les exportations vers les autres provinces ont progressé de 1,3 % jusqu'ici cette année, un pourcentage bien supérieur au taux de croissance des exportations internationales, qui s'établit à 0,5 % seulement. La vigueur continue de l'économie de l'Ouest canadien devrait favoriser les exportations de l'Ontario au cours de la période de prévision.

#### Part des exportations interprovinciales de l'Ontario – 2002

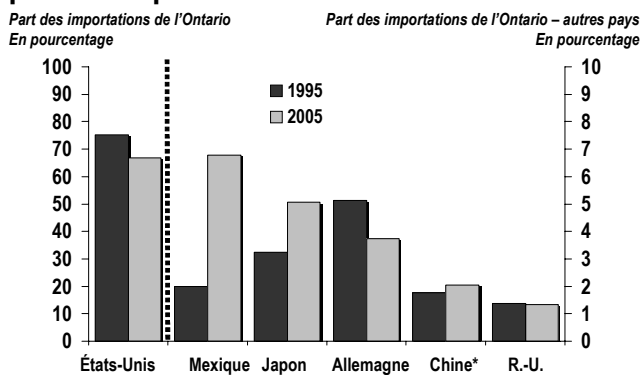
En pourcentage



\* Y compris les territoires.  
Source : Statistique Canada.

Les importations de l'Ontario progressent toujours rapidement par suite de la hausse soutenue de la demande intérieure et de la vigueur du dollar canadien. Même si la plupart des importations de l'Ontario proviennent des États-Unis, d'autres régions sont en train de prendre de l'importance. Ainsi, les importations de la Chine ont augmenté de près de 90 % ces trois dernières années et ont progressé de plus de 17 % jusqu'ici cette année. Les importations en provenance de l'Union européenne, quant à elles, sont en hausse de 6,4 %.

### Six plus grands partenaires de l'Ontario sur le plan des importations de marchandises

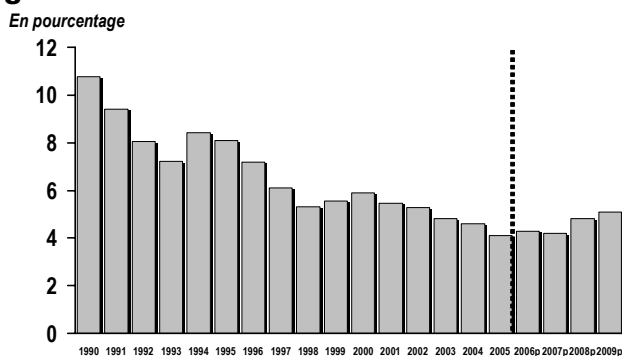


\*Y compris la Chine, Hong Kong et la Mongolie.  
Source : Statistique Canada.

## TAUX D'INTÉRÊT ET D'INFLATION

Depuis mai 2006, la Banque du Canada laisse son taux de référence à 4,25 % après avoir majoré les taux d'intérêt de 2,25 points de pourcentage depuis septembre 2004. Les pressions inflationnistes semblent avoir un caractère régional et être centrées sur les marchés du travail et du logement de l'Alberta. Les prévisionnistes croient généralement que la Banque du Canada maintiendra ses taux à leurs niveaux actuels pendant le reste de 2006, car ils estiment que les risques qui pèsent sur l'économie ontarienne sont équilibrés.

### Taux des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada



p = projection.  
Sources : Banque du Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Les économistes du secteur privé croient que les taux des bons du Trésor de trois mois du Canada passeront, en moyenne, à 4,0 % en 2006 et en 2007, à 4,2 % en 2008 et à 4,4 % en 2009. Le taux de rendement des obligations de dix ans du gouvernement du Canada devrait s'établir à 4,3 % en moyenne en 2006, à 4,2 % en 2007, à 4,8 % en 2008 et à 5,1 % en 2009.

Depuis juin 2006, la Réserve fédérale américaine laisse son objectif applicable au taux des fonds fédéraux à 5,25 %. Ce taux avait connu 17 augmentations consécutives d'un quart de point de pourcentage depuis juin 2004. Les prévisionnistes s'attendent à ce que la Réserve fédérale américaine, à l'instar de la Banque du Canada, maintienne ses taux à leur niveau actuel jusqu'à la fin de 2006.

Les fluctuations des prix du pétrole ces dernières années ont eu des incidences déterminantes sur l'inflation. Le taux d'inflation de l'IPC en Ontario s'est élevé à 0,2 % en septembre comparativement au pic de 3,3 % enregistré en septembre 2005, quand les prix de l'essence s'établissaient à 1,11 \$ le litre en moyenne. La diminution de un point de pourcentage du taux de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) en juillet 2006 a également donné lieu à une réduction du taux d'inflation de l'IPC estimée à 0,6 %. Le taux d'inflation de l'IPC en Ontario devrait se situer à 1,9 % en moyenne en 2006.

L'appréciation du dollar canadien a permis de neutraliser certains des effets de l'augmentation des prix de l'énergie sur le taux d'inflation de l'IPC en Ontario. Règle générale, les analystes s'attendent à ce que le dollar canadien continue de valoir environ 89 cents américains, ce qui supprimera les répercussions sur l'inflation d'un dollar canadien toujours plus fort.

Dans l'ensemble, les pressions inflationnistes sont bien contenues au cours de la période de prévision. Le taux d'inflation de l'IPC devrait chuter pour s'établir à 1,6 % en 2007 par suite de la baisse des prix de l'énergie, de l'incidence de la réduction de un point de pourcentage du taux de la TPS et du ralentissement graduel des coûts de remplacement d'un logement. Une fois que l'incidence de la réduction du taux de la TPS cessera d'influer sur l'évolution des prix d'une année à l'autre et que les prix de l'énergie se seront stabilisés, le taux d'inflation de l'IPC devrait s'établir à 1,8 % en moyenne en 2008 et en 2009. Ces prévisions de la hausse du taux d'inflation de l'IPC excluent les répercussions de la réduction d'un autre point de pourcentage de la TPS que propose le gouvernement fédéral.

---

**PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊT ET DU TAUX D'INFLATION AU CANADA  
(POURCENTAGE ANNUEL)**

---

	2005	2006 <sup>p</sup>	2007 <sup>p</sup>	2008 <sup>p</sup>	2009 <sup>p</sup>
Taux des bons du Trésor de trois mois	2,7	4,0	4,2	4,5	4,6
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	4,1	4,3	4,4	4,9	5,2
Taux d'inflation de l'IPC – Ontario	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8

---

p = projection.

Sources : Banque du Canada, Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

---

## Appui au secteur des petites entreprises de l'Ontario

Les petites entreprises jouent un rôle important dans la vie économique de la province. En Ontario, 39 % des emplois se situent dans des entreprises comptant moins de 50 travailleurs.

Le gouvernement provincial est déterminé à encourager la croissance dans le secteur des petites entreprises. Diverses mesures fiscales sont prévues pour aider les petites entreprises, dont les suivantes :

- la déduction accordée aux petites entreprises, qui réduit le taux général de l'impôt ontarien sur les sociétés pour les petites sociétés du secteur privé sous contrôle canadien, une économie évaluée à environ 900 millions de dollars par année pour les petites entreprises;
- l'exonération de l'impôt ontarien sur le capital des petites entreprises, des *credit unions*, des caisses populaires, des sociétés agricoles familiales et des sociétés de pêche familiales, qui leur permet d'économiser plus de 300 millions de dollars par année;
- l'exonération de l'impôt-santé des employeurs, qui permet aux petits employeurs du secteur privé d'économiser environ 590 millions de dollars à l'égard de l'année d'imposition 2006;
- l'octroi d'un crédit d'impôt remboursable de 10 % aux petites entreprises qui mènent des activités de recherche-développement en Ontario;
- la bonification des crédits d'impôt remboursables accordés aux petites entreprises qui engagent des apprentis ou des étudiantes et des étudiants inscrits à des programmes d'enseignement coopératif.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada ont signé un accord visant à confier l'administration de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le capital de l'Ontario à l'Agence du revenu du Canada. Cet accord entrera en vigueur à partir des années d'imposition prenant fin après le 31 décembre 2008. La mise en oeuvre d'un seul système d'administration de l'impôt sur les sociétés, d'une seule déclaration des revenus et d'un seul ensemble de règles administratives communes entraînerait une diminution des formalités administratives et la réduction des autres frais d'observation des règles fiscales que doivent engager les petites entreprises (voir l'annexe IV, *Harmonisation de l'impôt sur les sociétés*).

Le gouvernement ontarien collabore avec le secteur des petites entreprises pour simplifier l'administration de l'impôt dans la province. Il coopère aussi avec l'Agence pour les petites entreprises de l'Ontario pour aider les petites entreprises à croître et à réussir, et il réduit les formalités administratives pour permettre aux propriétaires et aux entrepreneurs d'économiser temps et argent.

De plus, le gouvernement a mis au point un éventail de programmes d'apprentissage et de formation professionnelle pour combler les pénuries éventuelles de main-d'oeuvre. Il est en train d'adopter d'autres mesures pour élargir le bassin de main-d'oeuvre spécialisée en Ontario. Le nouveau ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat, créé en mai 2006, aidera à favoriser l'essor des petites entreprises en Ontario.

## CROISSANCE DE L'EMPLOI

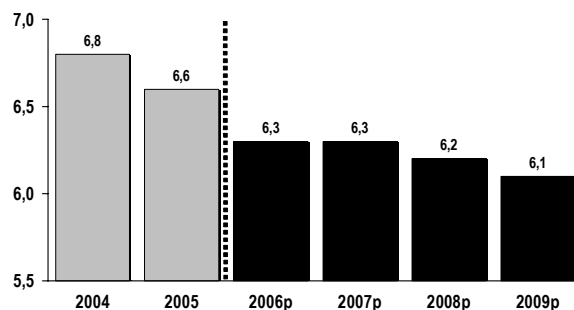
L'économie de l'Ontario a créé 103 600 emplois nets jusqu'ici en 2006. Le nombre total de nouveaux emplois nets créés depuis octobre 2003 s'établit à 254 100. Les emplois à temps plein ont représenté la totalité des emplois créés cette année et ont remplacé les emplois à temps partiel. La plupart de ces nouveaux emplois se retrouvaient dans le secteur des services, qui joue un rôle de plus en plus important dans l'économie ontarienne, une tendance relevée dans la majorité des pays industrialisés. Les secteurs de l'économie axés sur le marché intérieur sont en plein essor. Jusqu'ici cette année, les gains les plus importants au chapitre de l'emploi ont été réalisés dans les domaines suivants : finance, assurances et services immobiliers (25 200); services d'enseignement (25 100); information, culture et loisirs (23 800); affaires, immeubles et autres services de soutien (16 800); services scientifiques, techniques et professionnels (16 800); commerce de gros et de détail (13 800); et construction (13 600).

Les prix records du pétrole et la valeur élevée du dollar canadien, conjugués à la concurrence que livrent les pays producteurs à main-d'oeuvre bon marché, exercent de plus en plus de pressions sur les industries qui produisent des biens, notamment les industries manufacturières à vocation exportatrice. Pourtant, même si la situation économique a eu des incidences négatives pour nombre de manufacturiers, le secteur de la fabrication procède à l'heure actuelle à des investissements afin d'assurer ses succès à venir. L'Ontario a appuyé de nombreuses nouvelles innovations grâce aux fonds provenant de la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe et de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile. Au cours des six derniers mois, nous avons observé des signes témoignant d'un nouvel essor de ce secteur. En effet, des entreprises comme Linamar, General Motors, Diamond Aircraft Industries, Messier-Dowty Inc. et Procter and Gamble Inc. ont créé ou préservé, grâce aux deux stratégies susmentionnées, des milliers d'emplois dans le secteur manufacturier.

Pour 2006 dans son ensemble, le taux de création d'emplois devrait progresser de 1,4 % et le taux de chômage devrait baisser, passant de 6,6 % en 2005 à 6,3 %, le taux annuel le plus bas depuis 2001. En ce qui concerne 2007, le taux de création d'emplois devrait continuer de progresser à un rythme soutenu (1,2 %), ce qui devrait se traduire par 76 000 nouveaux emplois. La situation économique devrait s'améliorer en 2008 et en 2009 et le taux de création d'emplois devrait atteindre 1,6 % par année. Le niveau soutenu de création d'emplois devrait favoriser la baisse du taux de chômage de l'Ontario, qui devrait s'établir à 6,1 % en 2009.

### Taux de chômage en Ontario

En pourcentage



p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.



## DÉPENSES DES MÉNAGES

La croissance solide de l'emploi et des revenus en Ontario contribue à une hausse substantielle du revenu des particuliers, qui devrait atteindre 4,6 % en 2006. Le revenu disponible des particuliers devrait s'accroître de 4,7 % par suite notamment des rabais au titre de l'énergie accordés aux ménages à revenu modeste et des réductions fiscales du gouvernement fédéral. Conformément à l'annonce faite précédemment, le gouvernement de l'Ontario accordera à l'automne une aide financière totalisant 100 millions de dollars aux Ontariennes et aux Ontariens à faible revenu, soit jusqu'à 120 \$

par famille, en raison des frais d'électricité plus élevés qu'ils ont dû payer au cours de la dernière année. Le revenu des particuliers devrait croître de 4,1 % en 2007 et de 4,9 % en moyenne, par année, en 2008 et en 2009. Les prévisions de croissance de l'emploi, des traitements et des salaires appuient les perspectives d'augmentation des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt-santé des employeurs.

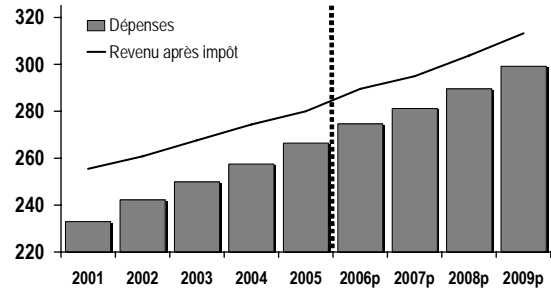
Comme on pouvait s'y attendre, cette forte hausse des revenus se traduit par l'augmentation vigoureuse des dépenses de consommation. Les dépenses de consommation réelles devraient croître de 3,1 % en 2006, comparativement à 3,5 % en 2005. On prévoit que les dépenses de consommation augmenteront en moyenne de 3,0 % entre 2007 et 2009. Cette hausse est semblable à celle du revenu disponible des particuliers. Les achats de biens durables devraient ralentir par suite du fléchissement du marché du logement et de la diminution des ventes de voitures. Par contre, les dépenses en matière de services devraient se consolider. La hausse des dépenses de consommation devrait entraîner une augmentation des revenus tirés de la taxe de vente au détail pendant la période de prévision.

Le rapport entre la dette des ménages canadiens et le revenu disponible des particuliers s'établissait à 7,6 % pendant le deuxième trimestre de 2006 comparativement au pic récent de 8,3 % enregistré pendant le troisième trimestre de 2000.

Les ventes au détail en Ontario ont été en hausse de 4,3 % pendant les sept premiers mois de 2006 comparativement à la même période l'année passée. Les centres de rénovation et de quincaillerie et les détaillants d'ameublement de maison ont connu une croissance solide, qu'a appuyée un marché du logement dynamique, étant donné que les achats de logements donnent souvent lieu à des activités de rénovation, d'aménagement paysager et de décoration. Toutefois, les ventes de voitures neuves, qui sont

## Dépenses de consommation réelles et revenu réel après impôt en Ontario

En milliards de dollars de 1997

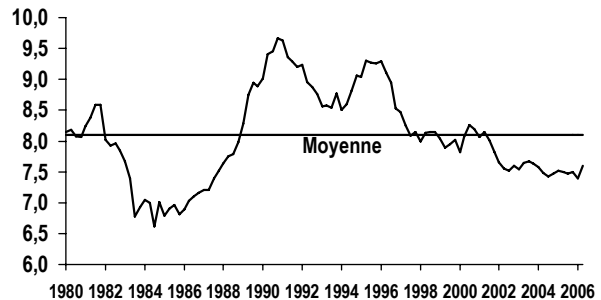


p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

## Frais d'intérêt sur la dette des ménages canadiens

En pourcentage du revenu disponible des particuliers



Sources : ministère des Finances du Canada et Statistique Canada.

les articles au prix unitaire le plus élevé, ont baissé de 2,2 % par rapport à la même période l'année dernière quand des rabais considérables étaient offerts sur les véhicules. Étant donné que les concessionnaires de voitures neuves représentent la catégorie de détaillants la plus importante, avec environ 20 % des ventes en Ontario, le fléchissement des ventes de voitures a freiné la croissance générale du secteur des ventes au détail. Par contre, les ventes aux stations-service continuent de représenter un pourcentage plus élevé des ventes au détail, car les prix de l'essence sont en moyenne 7,6 % plus élevés jusqu'ici cette année. À l'exclusion des ventes aux stations-service, les ventes au détail en Ontario étaient en hausse de 2,9 % pendant les sept premiers mois de l'année comparativement à 3,7 % en 2005.

Après des années d'activité intense, favorisée par des taux hypothécaires faibles, le marché du logement est en train de se calmer. Cependant, son activité reste supérieure aux prévisions. Le ratio nouvelles inscriptions/ventes a chuté, passant de 73,9 au cours du premier trimestre de 2002 à 55,9 au cours du deuxième trimestre de 2006. Cet accroissement du parc de logements existants disponibles devrait donner lieu à un ralentissement de la hausse du prix des logements dans un avenir prochain.

Les reventes de logements dans la province ont baissé de 0,2 % en 2005. Elles devraient chuter de 2,0 % cette année et de 4,4 % de plus en 2007. Même si les taux hypothécaires ont légèrement augmenté au cours de la dernière année, les paiements hypothécaires en tant que pourcentage du revenu net d'impôt continuent d'être modestes par rapport aux chiffres historiques étant donné que la croissance du revenu reste soutenue. Le fléchissement de la demande a donné lieu à une augmentation plus modérée du prix des logements. La valeur moyenne de revente d'une maison en Ontario a grimpé de 6,8 % pendant la première moitié de 2006 comparativement à une augmentation moyenne de 7,7 % au cours des deux dernières années. À moyen terme, l'augmentation modérée du prix des maisons et l'accroissement des revenus, conjugués à des taux hypothécaires relativement stables, contribueront à l'abordabilité du secteur du logement.

Le marché des logements neufs en Ontario continue d'avoir du ressort. Le nombre de mises en chantier devrait atteindre 75 000 en 2006, une diminution par rapport aux 78 800 logements construits en 2005. Les mises en chantier de maisons unifamiliales diminueront davantage que celles de logements multiples (maisons en rangée, immeubles d'habitation et condominiums). Le nombre de mises en chantier devrait baisser et s'établir à 70 000 logements en 2007. Il devrait rebondir légèrement et atteindre 71 000 logements en 2008 et 72 000 logements en 2009.

### Abordabilité du logement en Ontario

En pourcentage



p = projection.

Nota : Coût moyen mensuel de possession d'un logement de prix moyen en pourcentage du revenu du ménage après impôts; paiements amortis sur 25 ans; versement initial de 25 %.

Sources : Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

## RÔLE PRÉDOMINANT DES INVESTISSEMENTS DANS LA CROISSANCE

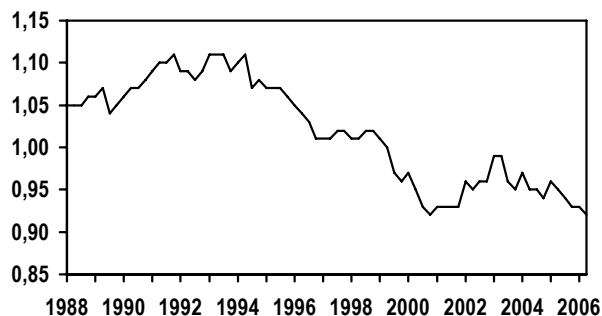
Les perspectives d'investissements en 2006 restent positives. Le ratio d'endettement des entreprises canadiennes est à la baisse depuis déjà quelques années. Même si les bénéfices des entreprises ontariennes en tant que pourcentage du PIB ont diminué et sont d'environ 11 %, ils restent nettement au-dessus de la moyenne historique. Des bilans positifs et de faibles taux d'intérêt favorisent les investissements.

Certes, l'appréciation du dollar et le prix élevé de l'énergie vont probablement tempérer les profits des sociétés en 2006. Toutefois, les importations de matériel et d'outillage neufs sont beaucoup plus économiques en raison du taux de change. La valeur des importations ontariennes de matériel et d'outillage a augmenté de 1,9 % jusqu'ici cette année, tandis que les prix ont chuté de 5,4 %.

Selon la publication de Statistique Canada intitulée *Investissements privés et publics au Canada : Perspective*, la croissance des investissements des entreprises dans le matériel et l'outillage devrait être soutenue. Cette augmentation devrait s'élever à 11,7 milliards de dollars (9,8 %) dans le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers, à 3,3 milliards de dollars (9,0 %) dans le secteur de l'information et de la culture, à 2,5 milliards de dollars (68,6 %) dans le secteur des services publics, à 2,0 milliards de dollars (11,2 %) dans le secteur de la construction et à 1,7 milliard de dollars (11,2 %) dans le secteur du commerce de gros. Les investissements dans le matériel et l'outillage sont un facteur important de croissance de la productivité, étant donné qu'ils permettent souvent de concrétiser de nouvelles avancées technologiques. Même si les dépenses d'investissement en dollars courants n'ont pas crû au même rythme que les profits, elles représentent une augmentation considérable en chiffres absolus, car le coût d'achat du matériel et de l'outillage a baissé. En 2005, les investissements réels dans le matériel et l'outillage ont crû de 11,0 %, le taux le plus rapide depuis le boom technologique de la fin

### Bilan positif des entreprises

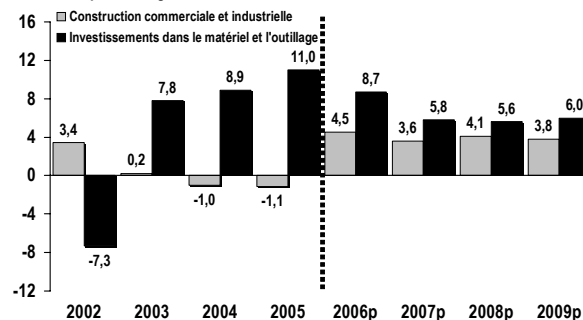
Ratio d'endettement au Canada



Source : Statistique Canada.

### Investissements réels des entreprises

Variation en pourcentage

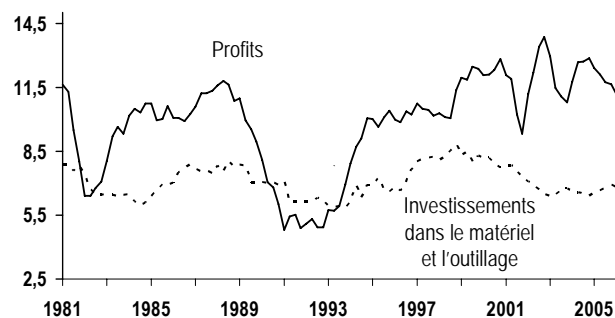


p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

### Profits et investissements en Ontario

Pourcentage du PIB



Source : Statistique Canada.

des années 1990. Ce type d'investissements devrait croître de 8,7 % en 2006 et de 5,8 % en moyenne de 2007 à 2009.

La construction dans les secteurs commercial et industriel s'est renforcée en 2006. Les dépenses à ce titre devraient croître de 4,5 % en 2006 et de 3,8 % en moyenne par année entre 2007 et 2009. Toujours selon la publication de Statistique Canada intitulée *Investissements privés et publics au Canada : Perspective*, l'accroissement le plus important des dépenses en 2006 devrait avoir lieu dans le secteur des services publics (+47,7 % ou 3,6 milliards de dollars); le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers (+7,2 % ou 2,2 milliards de dollars); le secteur des transports et de l'entreposage (+56,9 % ou 1,8 milliard de dollars); et le secteur du commerce de détail (+25,7 % ou 1,6 milliard de dollars).

## Appui des investissements dans le secteur du divertissement et de la création

En 2005, le secteur du divertissement et de la création a contribué près de 9,9 milliards de dollars à l'économie ontarienne (2,2 % du PIB). Environ 185 000 personnes travaillaient dans ce secteur, soit 42 % de toute la main-d'oeuvre canadienne de ce secteur.

Le gouvernement a mis en oeuvre un certain nombre d'initiatives annoncées dans le budget de 2006 pour appuyer le secteur du divertissement et de la création en Ontario. Par exemple, il a :

- approuvé le prolongement du crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production jusqu'au 31 mars 2007;
- proposé de bonifier le crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques;
- octroyé 49 millions de dollars pour appuyer les principaux organismes et attractions culturels de l'Ontario : le Musée royal de l'Ontario, le Musée des beaux-arts de l'Ontario, la Canadian Opera Company, l'École nationale de ballet, le Royal Conservatory of Music et le Musée de l'art céramique Gardiner;
- octroyé 10 millions de dollars à la Fondation du patrimoine ontarien;
- créé le Fonds de partenariats pour le secteur du divertissement et de la création en septembre 2006;
- octroyé 1 million de dollars pour appuyer le Festival international des arts de Toronto de 2007.

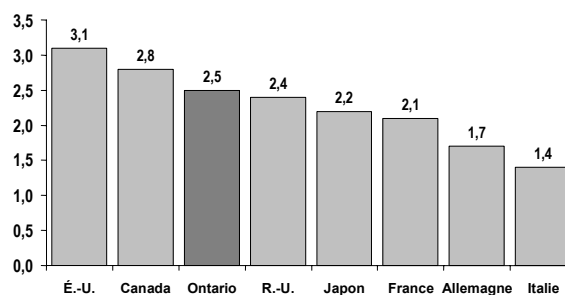
## COMPARAISON DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AVEC CELLES DES PAYS DU G-7

On s'attend à ce que l'Ontario continue de figurer parmi les territoires industriels dont la croissance sera la plus rapide à moyen terme malgré les défis auxquels il fait face. Les prévisionnistes du secteur privé estiment que le PIB réel de l'Ontario croîtra de 2,5 % en moyenne par année entre 2006 et 2009, un taux supérieur au taux prévu pour tous les pays du G-7, à l'exception du Canada dans son ensemble et des États-Unis.

La politique gouvernementale joue un rôle crucial pour ce qui est de maintenir et de bonifier les avantages concurrentiels de l'Ontario et d'attirer des emplois à valeur élevée pour faire en sorte que l'économie puisse relever les défis auxquels elle fait face. Les investissements dans l'infrastructure, l'éducation et la formation professionnelle et les partenariats favorisant les investissements des entreprises et l'innovation consolident les forces fondamentales de la province et l'activité économique immédiate. Tous ces facteurs se conjuguent pour favoriser la croissance économique dans un marché mondial fortement concurrentiel.

### Croissance économique de l'Ontario et des pays du G-7, 2006 à 2009 (moyenne)

Croissance du PIB réel, en pourcentage



Sources : prévisions établies par consensus et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO ET DES PAYS DU G-7, DE 2006 À 2009 CROISSANCE DU PIB RÉEL (EN POURCENTAGE)

	2006	2007	2008	2009
Ontario	1,7	2,1	3,1	3,2
Canada	2,8	2,6	2,9	3,0
États-Unis	3,4	2,6	3,1	3,2
France	2,3	2,0	2,0	2,1
Allemagne	2,2	1,2	1,7	1,6
Italie	1,6	1,2	1,4	1,5
Royaume-Uni	2,6	2,4	2,3	2,2
Japon	2,8	2,2	2,0	1,6

Sources : prévisions établies par consensus (octobre 2006) et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2006).

## DÉTAILS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Le tableau ci-après indique les principaux détails des perspectives économiques actualisées de 2006 à 2009.

### ÉCONOMIE DE L'ONTARIO, DE 2004 À 2009 (VARIATION EN POURCENTAGE)

	Chiffres réels		Prévisions			
	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produit intérieur brut réel	3,1	2,8	1,6	2,0	3,0	3,1
Consommation personnelle	3,1	3,5	3,1	2,6	2,9	3,4
Construction résidentielle	3,5	0,8	(1,2)	(2,8)	2,0	3,0
Construction non résidentielle	(1,0)	(1,1)	4,5	3,6	4,1	3,8
Matériel et outillage	8,9	11,0	8,7	5,8	5,6	6,0
Exportations	5,8	2,7	(0,5)	0,2	3,3	2,9
Importations	7,2	4,7	3,5	1,1	3,5	3,4
Produit intérieur brut nominal	5,2	4,1	3,0	3,7	4,7	4,8
Autres indicateurs économiques						
Ventes au détail	3,2	4,7	4,2	3,8	4,7	4,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	85,1	78,8	75,0	70,0	71,0	72,0
Revenu des particuliers	4,5	4,7	4,6	4,1	4,7	5,0
Traitements et salaires <sup>1</sup>	4,7	5,0	4,3	4,1	4,8	5,1
Bénéfices des sociétés	13,7	(0,4)	(1,0)	3,0	6,0	5,4
Indice des prix à la consommation	1,9	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8
Marché du travail						
Emploi	1,7	1,3	1,4	1,2	1,6	1,6
Création d'emplois (en milliers)	103	81	92	76	103	108
Taux de chômage (en pourcentage)	6,8	6,6	6,3	6,3	6,2	6,1

<sup>1</sup> Y compris le revenu supplémentaire du travail.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement et ministère des Finances de l'Ontario.

---

---

## SECTION III : PERSPECTIVES DE REVENUS DE L'ONTARIO

Les prévisions des revenus tiennent compte des changements jusqu'à aujourd'hui et des perspectives économiques actuelles. Toutefois, ces prévisions sont assujetties à des risques que le gouvernement provincial continuera de surveiller au cours des prochains mois. Des signes récents de fléchissement des bénéfices des sociétés suscitent des préoccupations quant aux revenus tirés de l'impôt sur les sociétés, qui sont traditionnellement volatils. L'incertitude qui perdure par rapport à l'Entente Canada-Ontario, signée en 2005, pose un défi pour ce qui est de mettre au point les perspectives de revenus et le plan financier. L'Ontario n'accepte pas la position fédérale voulant que les mesures imprévues annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2006 répondent aux exigences de l'Entente. Les questions relatives aux transferts du gouvernement fédéral sont examinées en détail dans l'annexe III, *Équité pour tous les Canadiens et Canadiennes*.

Depuis le dépôt du budget de l'Ontario de 2006, les perspectives de croissance économique pour la période allant de 2006 à 2008 ont été révisées à la baisse en raison de l'augmentation des prix du pétrole, de l'appréciation du dollar canadien et de l'affaiblissement des perspectives de croissance de l'économie américaine. Le produit du premier appel public à l'épargne (PAPE) de Teranet (fonds de revenu) et les revenus plus élevés découlant du traitement des déclarations de revenus des années antérieures contrebalancent les effets négatifs en 2006-2007 du ralentissement de la croissance économique. La hausse des revenus rattachés aux années antérieures a surtout un caractère ponctuel et seule une partie de cette hausse est reportée sur les exercices ultérieurs à moyen terme. La part que l'Ontario recevra des transferts du gouvernement du Canada à l'ensemble des provinces et territoires dans le cadre des fiducies fédérales annoncées dans le budget d'Ottawa de 2006 contribuera également à la hausse des revenus en 2006-2007.

À moyen terme, en raison du ralentissement prévu de la croissance économique, les projections des revenus fiscaux sont révisées à la baisse. La hausse des revenus découlant du traitement des déclarations de revenus des années antérieures et les transferts du gouvernement du Canada dans le cadre des fiducies fédérales atténuent en partie les répercussions sur les revenus du fléchissement de la croissance économique.

Dans le budget de l'Ontario de 2006, le plan financier à moyen terme comprenait un montant de 2,2 milliards de dollars découlant de l'Entente Canada-Ontario conclue en 2005. Même si elle est historique et représente une victoire importante pour la population de l'Ontario, l'Entente Canada-Ontario ne constitue que la première d'une série d'étapes qu'il faudra franchir pour régler les problèmes d'iniquité. Malheureusement, le nouveau gouvernement fédéral ne l'a pas encore respectée. Il s'est pourtant engagé sans équivoque à le faire, reconnaissant qu'un investissement équitable dans la prospérité de l'Ontario sert les intérêts de tous les Ontariens et Ontariennes et de tous les Canadiens et Canadiennes. Les questions concernant les transferts fédéraux sont examinées plus en détail à l'annexe III, *Équité pour tous les Canadiens et Canadiennes*.

## PERSPECTIVES DE REVENUS EN 2006-2007

On prévoit actuellement que le total des revenus s'établira à 87 044 millions de dollars en 2006-2007, soit 1 314 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le plan budgétaire de 2006.

---

### SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2006-2007 DEPUIS LA PUBLICATION DU BUDGET (EN MILLIONS DE DOLLARS)

---

<b>Revenus fiscaux</b>	
Impôt sur le revenu des particuliers	650
Impôt sur les sociétés	(260)
Taxe sur le tabac	(80)
Impôt-santé des employeurs	(15)
Contribution-santé de l'Ontario	(10)
	<hr/>
	285
Gouvernement du Canada	
Fiducies annoncées dans le budget fédéral de 2006	456
	<hr/>
	456
Autres revenus non fiscaux	
Teranet (PAPE)	573
	<hr/>
	573
<b>Total de l'évolution des revenus</b>	<hr/> <b>1 314</b> <hr/>

Les perspectives des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 2006-2007 ont augmenté d'un montant net de 650 millions de dollars. Le traitement en 2006 des déclarations de revenus des particuliers a entraîné une hausse des revenus découlant surtout des exercices antérieurs. Cette situation entraîne une augmentation considérable des revenus en 2006-2007, étant donné que les revenus fiscaux plus élevés touchant les exercices antérieurs inclus dans les Comptes publics précédents doivent figurer dans l'exercice en cours. Seule une partie de cette augmentation est reportée sur les exercices ultérieurs à moyen terme. Cette augmentation des revenus en 2006-2007 est partiellement neutralisée par les répercussions du ralentissement prévu de la croissance des traitements et des salaires en 2006. Les prévisions concernant les revenus découlant de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 2006-2007 tiennent compte aussi d'une diminution estimative des revenus de 30 millions de dollars en raison des modifications fiscales apportées depuis le dépôt du budget de l'Ontario de 2006.

- En août 2006, le gouvernement provincial a annoncé qu'il allait créer un nouveau crédit d'impôt pour dividendes amélioré pour, d'une part, encourager encore plus les investissements des Ontariennes et des Ontariens dans les entreprises canadiennes et, d'autre part, améliorer l'intégration des régimes d'imposition du revenu des sociétés et des particuliers.



- L'Ontario adoptera aussi des mesures semblables aux modifications fiscales que propose le gouvernement fédéral pour accorder des avantages à la population ontarienne, y compris l'exonération d'impôt de la totalité du revenu de bourses d'études et de perfectionnement des étudiants de niveau postsecondaire, une déduction fiscale pour les gens de métier et l'élimination des gains en capital sur certains dons de bienfaisance.

Les perspectives des revenus tirés de l'impôt sur les sociétés pour 2006-2007 ont diminué de 260 millions de dollars comparativement aux prévisions budgétaires. Il s'agit là d'une diminution de 510 millions de dollars par rapport à l'augmentation de 250 millions de dollars, en 2006-2007, prévue dans le bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre*. Cette baisse s'explique par une croissance prévue moins importante des bénéficiaires des sociétés avant impôt en 2006 et l'augmentation supérieure aux prévisions des remboursements à l'égard des déclarations de revenus des sociétés pour l'année d'imposition 2005.

Les revenus tirés de la taxe sur le tabac en 2006-2007 devraient baisser de 80 millions de dollars par rapport aux prévisions énoncées dans le budget de l'Ontario de 2006, compte tenu des revenus plus faibles que prévu reçus pendant la première moitié de l'exercice.

Les revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs et de la Contribution-santé de l'Ontario devraient diminuer de 15 millions de dollars et de 10 millions de dollars respectivement par suite du fléchissement prévu de la croissance économique en 2006.

Les prévisions applicables aux transferts du gouvernement du Canada ont augmenté de 456 millions de dollars. Il s'agit là de la part que l'Ontario reçoit des transferts du gouvernement du Canada versés à toutes les provinces et aux territoires dans le cadre des fiducies fédérales annoncées dans le budget d'Ottawa de 2006, ce qui a été confirmé dans les résultats financiers que le gouvernement fédéral vient de publier pour 2005-2006.

Le bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre* signale que les prévisions des revenus provenant des ventes et locations ont augmenté de 570 millions de dollars. Ce montant correspond au montant brut prévu de la part que la province devrait recevoir du produit du PAPE de Teranet (fonds de revenu) annoncé le 16 juin 2006. La vente d'unités du fonds de revenu par les délégués de la province a permis de réaliser subséquemment 3 millions de dollars de plus. L'annexe II, *Plan financier et perspectives à moyen terme de l'Ontario*, examine de façon plus détaillée le produit du PAPE de Teranet.

## ÉVOLUTION DES REVENUS À MOYEN TERME DEPUIS LE DÉPÔT DU BUDGET

### SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS À MOYEN TERME DEPUIS LE DÉPÔT DU BUDGET (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	Perspectives		
	2006-2007	2007-2008	2008-2009
<b>Principales modifications des revenus depuis le dépôt du budget de 2006</b>			
Ralentissement de la croissance économique	(0,5)	(0,8)	(1,0)
PAPE de Teranet	0,6	–	–
Traitement des déclarations de revenus des années antérieures	0,9	0,3	0,3
Fiducies annoncées dans le budget fédéral de 2006	0,5	0,5	0,2
Autres	(0,1)	(0,2)	(0,3)
<b>Total de l'évolution des revenus</b>	<b>1,3</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,8)</b>

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Depuis le dépôt du budget de l'Ontario de 2006, les perspectives de croissance économique pour la période allant de 2006 à 2008 ont été révisées à la baisse par suite de l'élévation des prix du pétrole, de l'appréciation du dollar canadien et du ralentissement prévu de l'économie américaine. Le produit du PAPE de Teranet (fonds de revenu) et les revenus plus élevés découlant du traitement des déclarations de revenus des années antérieures neutralisent en partie les effets négatifs sur les revenus du ralentissement de la croissance économique en 2006-2007. La hausse des revenus rattachés aux années antérieures a surtout un caractère ponctuel et seule une partie de cette hausse est reportée sur les exercices ultérieurs à moyen terme. La part que l'Ontario recevra des transferts du gouvernement du Canada à l'ensemble des provinces et territoires dans le cadre des fiducies fédérales annoncées dans le budget d'Ottawa de 2006 contribuera également à la hausse des revenus.

Les prévisions des revenus fiscaux tiennent compte d'une diminution estimative de 60 millions de dollars des revenus d'ici 2008-2009 par suite de changements subis par l'impôt sur le revenu des particuliers, y compris un projet de crédit d'impôt pour dividendes bonifié, semblable aux modifications proposées aux impôts fédéraux, et les améliorations aux crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes de l'Ontario. Les prévisions tiennent compte aussi de la baisse, par rapport aux prévisions, des revenus tirés de la taxe sur le tabac et des répercussions prévues de l'entente fédérale-provinciale visant à rationaliser l'administration du système ontarien d'imposition des sociétés, qui entraîne une réduction des revenus découlant de l'impôt sur les sociétés de 35 millions de dollars en 2008-2009. Cette question est examinée en détail dans l'annexe IV, *Harmonisation de l'impôt sur les sociétés*.

## PERSPECTIVES DES REVENUS À MOYEN TERME

### PERSPECTIVES DES REVENUS À MOYEN TERME (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Revenus			
Revenus fiscaux	61,6	63,5	66,1
Gouvernement du Canada	14,0	15,4	15,5
Revenus des entreprises publiques	3,9	4,1	4,3
Autres revenus non fiscaux	7,5	7,0	7,3
<b>Total des revenus</b>	<b>87,0</b>	<b>90,0</b>	<b>93,2</b>

*Nota* : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

La totalité des revenus devrait s'établir à 93,2 milliards de dollars en 2008-2009, soit un accroissement de 6,2 milliards de dollars par rapport aux prévisions pour 2006-2007. Il s'agit là d'un taux de croissance moyen de 3,5 % par année entre 2006-2007 et 2008-2009.

Les revenus fiscaux devraient augmenter de 4,6 milliards de dollars entre 2006-2007 et 2008-2009, soit un taux de croissance moyen de 3,6 % par année. Ce taux est compatible avec le taux de croissance moyen du PIB nominal de 4,2 % par année de 2006 à 2008.

Les paiements versés à l'Ontario par le gouvernement du Canada devraient augmenter de 1,4 milliard de dollars entre 2006-2007 et 2008-2009, soit un taux de croissance moyen de 5,0 % par année. Ces prévisions reposent sur les ententes actuelles entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, les engagements financiers et les formules applicables aux principaux transferts en matière de santé et de programmes sociaux. Ces prévisions comprennent 2,2 milliards de dollars sur trois ans provenant des transferts faits en vertu de l'Entente Canada-Ontario et 1,1 milliard de dollars sur trois ans qui représentent la part que l'Ontario recevra des transferts effectués dans le cadre des fiducies fédérales.

Les revenus des entreprises publiques devraient augmenter de 0,4 milliard de dollars à moyen terme.

Les autres revenus non fiscaux devraient diminuer de 0,3 milliard de dollars entre 2006-2007 et 2008-2009. Cette diminution est attribuable à l'augmentation ponctuelle de 0,6 milliard de dollars des revenus tirés des ventes et locations en 2006-2007 découlant du PAPE de Teranet. Les autres revenus non fiscaux augmenteront en conséquence de 0,3 milliard de dollars entre 2006-2007 et 2008-2009, soit un taux de croissance moyen de 2,2 % par année.

---

---

## SECTION IV : RISQUES ÉVENTUELS POUR LES REVENUS PROVINCIAUX

Une économie croissante, caractérisée par une hausse des revenus de la population, des bénéfices des sociétés et des dépenses de consommation, génère des revenus plus élevés qui permettent de financer les services publics. Les revenus fiscaux sont la plus importante catégorie de revenus du gouvernement provincial. Sur les 87,0 milliards de dollars prévus au titre des revenus totaux en 2006-2007, 61,6 milliards de dollars, ou environ 71 %, devraient provenir des revenus fiscaux. Trois sources de revenus au sein de cette catégorie, à savoir l'impôt sur le revenu des particuliers, la taxe de vente au détail et l'impôt sur les sociétés, représentent environ 55 % de tous les revenus. L'incertitude face à l'avenir fait partie intégrante de toute projection pluriannuelle des revenus. En conséquence, tout projet de gestion des finances publiques doit reposer en très grande partie sur une planification prudente.

La présente section met en relief certains des risques et sensibilités clés qui pourraient avoir une incidence sur le plan financier si la conjoncture économique subissait des changements inattendus. Il convient de signaler que ces estimations, quoique utiles, ne sont que des indications et qu'elles peuvent varier selon la nature et la forme des risques éventuels.

---

### CERTAINS RISQUES ET SENSIBILITÉS – ÉCONOMIE ET REVENUS

---

Éléments clés	Hypothèse 2006-2007	Sensibilités 2006-2007
<b>TOTAL DES REVENUS</b>		
<ul style="list-style-type: none"><li>• PIB réel</li><li>• Indice du PIB</li></ul>	<p>Croissance de 1,6 % en 2006</p> <p>Croissance de 1,4 % en 2006</p>	<p>Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 645 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.</p>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux d'intérêt au Canada</li></ul>	<p>Taux des bons du Trésor de 3 mois fixé à 4,0 % en 2006</p>	<p>Une augmentation de un point de pourcentage des taux d'intérêt fait diminuer les revenus de 65 à 325 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.</p>
<ul style="list-style-type: none"><li>• PIB réel des États-Unis</li></ul>	<p>Croissance de 3,4 % en 2006</p>	<p>Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel des États-Unis modifie les revenus de 195 à 475 millions de dollars.</p>

## CERTAINS RISQUES ET SENSIBILITÉS – ÉCONOMIE ET REVENUS

Éléments clés	Hypothèse 2006-2007	Sensibilités 2006-2007
<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de change du dollar canadien</li> </ul>	88,5 cents américains en 2006	Une augmentation de un cent du taux de change du dollar canadien fait diminuer les revenus de 25 à 115 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
<b>TOTAL DES REVENUS FISCAUX</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assiette de revenu<sup>1</sup></li> <li>PIB nominal</li> </ul>	<p>Croissance de 3,3 % en 2006-2007</p> <p>Croissance de 3,0 % en 2006</p>	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB nominal modifie les revenus de 590 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
<b>REVENUS TIRÉS DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assiette de revenu</li> </ul>	Croissance de 5,8 % en 2006-2007	
<i>Principales hypothèses économiques</i>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Traitements et salaires</li> <li>Emploi</li> <li>Revenu des entreprises non constituées en personne morale</li> </ul>	<p>Croissance de 4,3 % en 2006</p> <p>Croissance de 1,4 % en 2006</p> <p>Croissance de 3,3 % en 2006</p>	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 240 millions de dollars.
<i>Principales hypothèses en matière de revenus</i>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenus nets – gains en capital</li> <li>Déductions au titre des REER</li> </ul>	<p>Diminution de 18 % en 2006</p> <p>Croissance de 6,0 % en 2006</p>	<p>Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des gains en capital nets modifie les revenus de 4 millions de dollars.</p> <p>Une augmentation de un point de pourcentage du taux de croissance des déductions au titre des REER fait diminuer les revenus de 15 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.</p>

## CERTAINS RISQUES ET SENSIBILITÉS – ÉCONOMIE ET REVENUS

Éléments clés	Hypothèse 2006-2007	Sensibilités 2006-2007
<ul style="list-style-type: none"> <li>Cotisations – Année d'imposition 2005<sup>2</sup></li> </ul>	20,4 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2005 modifie les revenus de 204 millions de dollars <sup>4</sup> .
<ul style="list-style-type: none"> <li>Cotisations – Année d'imposition 2004 et années antérieures<sup>2</sup></li> </ul>	1,3 milliard de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2004 et au cours des années antérieures modifie les revenus de 13 millions de dollars <sup>4</sup> .

### REVENUS TIRÉS DE LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

- Assiette de revenu Croissance de 4,0 % en 2006-2007

#### Comprend :

- Dépenses des ménages imposables Croissance de 3,3 % en 2006-2007
- Autres dépenses imposables Croissance de 4,8 % en 2006-2007

#### Principales hypothèses économiques

- Ventes au détail Croissance de 4,2 % en 2006
  - Dépenses de consommation nominales Croissance de 4,3 % en 2006
- Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des dépenses de consommation nominales modifie les revenus de 90 millions de dollars.

### REVENUS TIRÉS DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

- Assiette de revenu Diminution de 0,3 % en 2006-2007
  - Bénéfices des sociétés Diminution de 1,0 % en 2006
- Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des bénéfices des sociétés avant impôt modifie les revenus de 65 millions de dollars.
- Remboursements au titre des cotisations fiscales de 2005-2006<sup>3</sup> 1,3 milliard de dollars exigibles en 2006-2007
- Une augmentation de un point de pourcentage des remboursements de 2005-2006 fait diminuer les revenus de 13 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai<sup>4</sup>.

---

## CERTAINS RISQUES ET SENSIBILITÉS – ÉCONOMIE ET REVENUS

---

Éléments clés	Hypothèse 2006-2007	Sensibilités 2006-2007
<ul style="list-style-type: none"><li>• Paiements d'impôt au moment de la production de la déclaration de 2005-2006</li></ul>	0,8 milliard de dollars à recevoir en 2006-2007	Une variation de un point de pourcentage des paiements d'impôt au moment de la production de la déclaration ou des paiements des cotisations en 2005-2006 modifie les revenus de 8 millions de dollars <sup>4</sup> .
<ul style="list-style-type: none"><li>• Paiements des cotisations d'impôt de 2005-2006</li></ul>	0,8 milliard de dollars à recevoir en 2006-2007	Une variation de un point de pourcentage des paiements des cotisations d'impôt en 2005-2006 modifie les revenus de 8 millions de dollars.

---

### REVENUS TIRÉS DE L'IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

- Assiette de revenu      Croissance de 4,1 % en 2006-2007
  - Traitements et salaires      Croissance de 4,3 % en 2006
- Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 35 millions de dollars.
- 

### Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario

- Assiette de revenu      Croissance de 4,7 % en 2006-2007
  - Revenu des particuliers      Croissance de 4,6 % en 2006
  - Cotisations pour l'année d'imposition en 2005      2,3 milliards de dollars
- Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des particuliers modifie les revenus de 25 millions de dollars.
- Une variation de un point de pourcentage des cotisations au titre de la Contribution-santé de l'Ontario modifie les revenus de 23 millions de dollars.
- 

### REVENUS TIRÉS DE LA TAXE SUR L'ESSENCE

- Assiette de revenu      Croissance de 0,4 % en 2006-2007
  - Prix de l'essence à la pompe      95,0 cents le litre en 2006
- Une augmentation de un cent le litre du prix de l'essence à la pompe fait diminuer les revenus de 2 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
- 

### REVENUS TIRÉS DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

- Assiette de revenu      Croissance de 1,8 % en 2006-2007

## CERTAINS RISQUES ET SENSIBILITÉS – ÉCONOMIE ET REVENUS

Éléments clés	Hypothèse 2006-2007	Sensibilités 2006-2007
<ul style="list-style-type: none"> <li>• PIB réel</li> </ul>	Croissance de 1,6 % en 2006	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 13 millions de dollars.

### REVENUS TIRÉS DES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assiette de revenu</li> </ul>	Diminution de 3,0 % en 2006-2007	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reventes de logements</li> </ul>	Diminution de 2,0 % en 2006	Une variation de un point de pourcentage du nombre de logements revendus et du prix de revente modifie les revenus de 10 millions de dollars.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prix de revente</li> </ul>	Croissance de 5,9 % en 2006	

### TRANSFERTS – SANTÉ ET PROGRAMMES SOCIAUX

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assiette de revenu – Canada</li> </ul>	28,6 milliards de dollars en 2006-2007	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Part du revenu de l'Ontario</li> </ul>	37,7 % en 2006-2007	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de la population de l'Ontario</li> </ul>	38,9 % en 2006-2007	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 44 millions de dollars.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Part de l'assiette de l'IRP fédéral de base de l'Ontario</li> </ul>	43,9 % en 2006-2007	Une augmentation de un dixième de point de pourcentage de l'assiette de l'impôt fédéral de base sur le revenu des particuliers fait diminuer les revenus de 6 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.

<sup>1</sup> L'assiette de revenu est constituée des revenus, à l'exception de l'incidence des mesures, des rajustements pour les variations avec les estimations antérieures des Comptes publics et d'autres facteurs ponctuels.

<sup>2</sup> Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) de l'Ontario de 2005 sont estimatifs, car l'Agence du revenu du Canada évalue actuellement les déclarations de revenus de 2005.

<sup>3</sup> Les remboursements d'impôt sur les sociétés pour 2005-2006 sont une estimation parce que la Division des revenus fiscaux du ministère des Finances de l'Ontario évalue actuellement les déclarations de revenus des sociétés dont les exercices se terminent pendant l'exercice 2005-2006 de l'Ontario.

<sup>4</sup> Maintenant que les Comptes publics de l'Ontario 2005-2006 sont publiés, un changement dans les cotisations aux fins de l'IRP de 2005 ou dans les revenus tirés de l'impôt sur les sociétés de 2005-2006 aura un double effet sur les revenus de 2006-2007 en raison a) de changements à l'assiette de revenu à laquelle est appliquée la croissance pour le présent exercice et b) d'un rajustement des revenus appliqué au présent exercice relativement à tout écart par rapport aux estimations contenues dans les Comptes publics de l'Ontario 2005-2006.